

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées / N°20 / Janvier-Mars / 2022



FOCUS

LA DIVISION NUMÉRIQUE :
VISION, RÔLE, MISSIONS

GRAND ANGLE

LES ELoCA,
AU CŒUR DE LA SUPPLY CHAIN

Nous sommes là chaque jour



Notre mission : prendre soin de vous et de votre famille

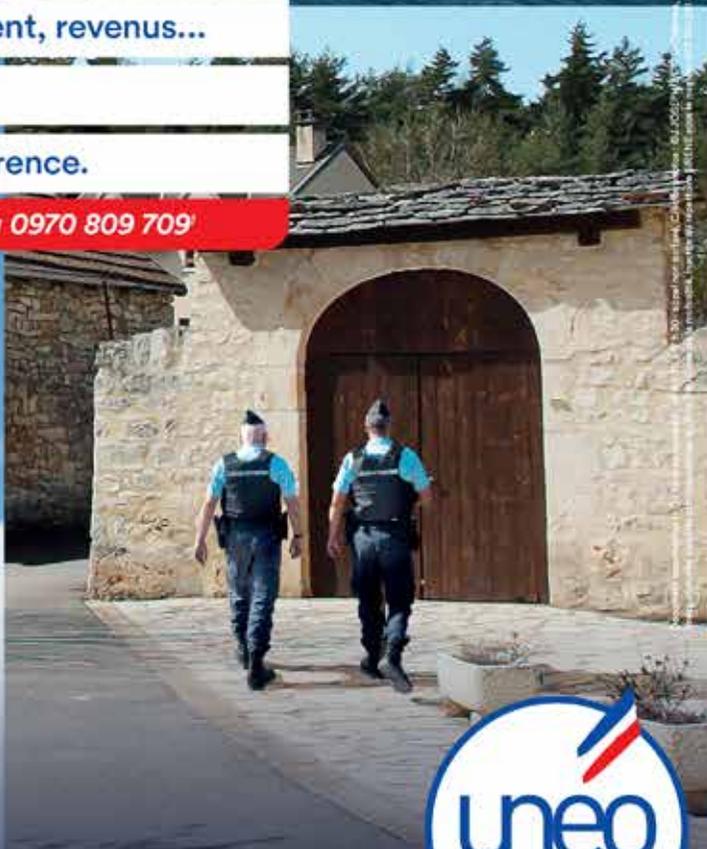
Santé, pouvoir d'achat,

scolarité, logement, revenus...

Sur le terrain,

Unéo fait la différence.

À vous d'en juger au 0970 809 709



Unéo, MGP et GMF sont membres d'**UNEOPOLE** la communauté sécurité défense

Unéo, la mutuelle des forces armées
TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES
Référéncée
Ministère des Armées



Santé - Prévoyance
Prévention - Action sociale
Solutions du quotidien



Votre force mutuelle

édito



Cela nous ouvre de belles perspectives, appuyées par les réussites d'un service à la pointe et reconnu dans l'écosystème de défense.

2022 commence tout juste, l'occasion de vous souhaiter à toutes et tous une très belle année, pleine d'ambitions et de bonnes résolutions pour vos vies personnelle et professionnelle.

2022 sera l'année d'un nouveau cycle pour le Commissariat des armées : fin de la transformation SCA22 et mise en œuvre de la feuille de route Ambition SCA 2030. Je vous parlais d'ambitions pour vous-mêmes, vous connaissez bien désormais les miennes pour le Service : accessibilité, simplicité, confiance, agilité et proximité. Cela nous ouvre de belles perspectives, appuyées par les réussites d'un service à la pointe et reconnu dans l'écosystème de défense.

Grâce aux déplacements que j'ai déjà effectués et que j'aurai à cœur de continuer durant tout mon mandat, je suis en mesure de poser le constat d'un Commissariat des armées qui fonctionne bien et qui a pris confiance en lui.

Je sais pouvoir compter sur chacun et chacune d'entre vous pour que la période qui s'ouvre s'inscrive dans la pérennisation de ce beau mouvement. Notre Service doit encore et toujours être attentif à délivrer dans le sens de la mission, en étant toujours pleinement opérationnel en soutien des forces et en phase avec les meilleurs standards des métiers du soutien.

Dans cette nouvelle édition du magazine Soutenir, de nombreux points sont abordés, témoins du dynamisme du Service et des personnels qui le font vivre : les ELoCA, essentiels au fonctionnement de la chaîne logistique dont le Commissariat des armées est responsable y sont mis à l'honneur et leur feuille de route pour les années à venir, posée. Le volet opérationnel, primordial, amène le Commissariat des armées à travailler main dans la main avec des organismes extérieurs, comme l'Économat des armées. Entre tradition, avec la célébration de notre patron Saint Martin, et modernité, avec la mise en place de nouveaux outils, le Commissariat des armées a vocation à s'ancrer dans les territoires et au sein des armées.

Ce numéro est un peu particulier car il s'agit du vingtième. Que de chemin parcouru depuis la première parution au printemps 2017, avec un seul mot d'ordre : mettre en valeur le Service, ses missions, ses hommes et ses femmes, et expliquer en interne comme en externe les évolutions et réalisations du Commissariat des armées.

Encore une fois, excellente année à chacun et chacune d'entre vous et par Saint Martin, vive le Commissariat !

**Le commissaire général
hors classe Philippe JACOB**
Directeur central du Service
du commissariat des armées

sommaire



p06

RETOUR SUR L'INFO

TRANSFORMATION OPÉRATIONNELLE DU SERVICE :
LES GS RÉPONDENT PRÉSENTS !
LE DIRECTEUR CENTRAL RÉUNIT SES CHEFS
D'ORGANISME

p12

SCA OPS

LES MISSIONS DE L'EDA EN OPÉRATIONS
LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE :
UN COMMISSAIRE RÉCOMPENSÉ



p24

FOCUS

LA DIVISION NUMÉRIQUE :
VISION, RÔLE, MISSIONS

p30

GRAND ANGLE

LES ELoCA,
AU CŒUR DE LA *SUPPLY CHAIN*

p42

RENCONTRES

CRC1 SAMMY,
MEMBRE PERMANENT DU CSFM

MICHÈLE,
CONSEILLÈRE SOCIALE
DU DIRECTEUR CENTRAL

p18

VOTRE QUOTIDIEN

GAETAN, LE GARDIEN DES TEMPS

p20

ÉVÈNEMENT

À L'IMAGE DE SAINT MARTIN,
LE COMMISSARIAT DES ARMÉES S'ENGAGE !

Le directeur central du Commissariat des armées réunit ses chefs d'organisme



Le 17 novembre dernier, le directeur central du Service du commissariat des armées a réuni l'ensemble de ses chefs d'organisme lors d'un séminaire sur le site du GSBdD de Rennes-Vannes-Coëtquidan, autour d'une ambition commune : « *Lancer ensemble et sereinement une bonne dynamique* ».

« *Un chef est un homme qui a besoin des autres* » Paul VALÉRY

Reconnaissant le rôle essentiel que jouent les chefs d'organisme dans la réussite d'un « Service à la pointe », le directeur central les a enjoins à

décliner et diffuser, chacun à leur niveau, la feuille de route du Service - Ambition SCA 2030 - qui pose les grandes orientations et ambitions du Commissariat des armées pour les années à venir.

Une feuille de route qui avait été présentée quelques jours auparavant lors de la réunion des « Consuls » du Service, regroupant les commissaires affectés en dehors du Commissariat des armées et véritables ambassadeurs du Service auprès de leurs entités d'affectation.



LE PLAN FAMILLE À VOS CÔTÉS AU QUOTIDIEN!



- Logement
- Déménagement
- Carte SNCF
- Blessés
- Conjoints
- e-social
- Wifi
- Garde d'enfants
- Tourisme et loisirs

Retrouvez toutes les mesures proposées sur :



Intradef
SGA Connect



Internet
defense.gouv.fr/familles



Plan d'accompagnement des familles
et d'amélioration des conditions
de vie des militaires
2018-2022

Transformation opérationnelle du Service : les GS répondent présents !



Dans le cadre du mouvement de transformation opérationnelle du Service, les GSBdD de Belfort, Brive-la-Gaillarde et la DICOM-GS de Nouvelle-Calédonie (DICOM-GSBdD NC) ont organisé des exercices visant à compléter le niveau de préparation opérationnelle de leurs militaires.

Les combattants du soutien du GSBdD de Belfort ont ainsi effectué début octobre une semaine d'aguerrissement à Kruth, dans les Vosges, afin de tester leur endurance et leur résistance. Les personnels du GSBdD de Brive-la-Gaillarde ont quant à eux participé à une activité de préparation opérationnelle courant septembre, consistant en une marche de 13km dans les vallons corréziens.

Souhaitant améliorer le niveau d'aptitude opérationnelle de son personnel, optimiser la militarité et durcir les procédures de soutien pour en parfaire la résilience, la DICOM-GSBdD NC a organisé un exercice dénommé « CYCLONEX 2021 ». Deuxième du genre, il vise à préparer les cadres de la DICOM à traiter au niveau opératif les sollicitations et imprévus liés à la période cyclonique.

Un nouvel exercice - REFERENDEX - visant à renforcer l'aptitude opérationnelle du personnel a eu lieu en fin d'année 2021. L'objectif était de préparer les équipes de la DICOM-GSBdD à l'échéance du 3^e référendum pour l'autodétermination du territoire.

Le développement de la culture opérationnelle constituera l'un des axes d'effort de la DICOM-GSBdD NC sur la période 2021-2023.



SIGNATURE DU PROTOCOLE DE MILIEU ENTRE L'ARMÉE DE TERRE ET LE COMMISSARIAT DES ARMÉES

Le major général de l'armée de Terre et le directeur central ont signé le 10 novembre un protocole fixant le cadre conceptuel et le standard interarmées des prestations délivrées par le SCA, et complétant les dispositions de l'engagement de service national (ESN) du Service pour le milieu terrestre. Le protocole décrit la nature des relations qu'entretiennent à tous les échelons l'armée de Terre et le SCA, ainsi que l'appui réciproque qu'ils se doivent pour la réussite de leurs missions.

Ce protocole, qui fusionne et remplace le partenariat stratégique et le contrat de service signés en 2015, s'inscrit pleinement dans la dynamique récente de modernisation de l'armée de Terre et dans les objectifs opérationnels et humains de la loi de programmation militaire 2019-2025.





© Kathleen-Hicks



© Kathleen-Hicks

Le SCA rayonne à l'international !

Sélectionnée pour intégrer la promotion de l'édition 2021 du *Peace With Women Fellowship*, la commissaire générale Catherine BOURDES a représenté la France lors de la rencontre annuelle des officiers supérieurs féminins des pays membres et partenaires de l'OTAN qui s'est tenue au Canada et aux États-Unis en novembre.

Articulé autour de rencontres avec des experts de divers domaines, le programme *Peace With Women*, organisé par le *Halifax International Security Forum*, ambitionne de rendre visible la place accordée aux femmes dans les affaires de sécurité internationale et de développer les réflexions autour du leadership féminin, de l'avenir de la démocratie et de la sécurité mondiale.

La CRG2 Catherine BOURDES incarne le leadership féminin, tant dans les postes qu'elle a occupés précédemment au sein de l'OTAN et du cabinet de la ministre des Armées, qu'aujourd'hui en tant qu'officier général adjoint au directeur de l'enseignement militaire supérieur (EMS).

De sa participation au programme, la commissaire générale retient, entre autres, la richesse de ses rencontres et de ses échanges sur les questions de sécurité internationale, notamment avec le Premier ministre canadien Justin TRUDEAU, le secrétaire adjoint de la Défense des États-Unis, Kathleen HICKS, et l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, Jacqueline O'NEILL.

SÉMINAIRE DES CORRESPONDANTS QVT DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Un séminaire des correspondants Qualité de vie au travail (QVT) de différents organismes (GSBD, PFC, PFAT, ELoCA, etc.) du SCA s'est tenu le mardi 16 novembre dans les locaux de la direction centrale du Commissariat à Balard. Animé par Mme Emmanuelle BARREAU, référente nationale QVT du Service, ce moment d'échanges a été l'occasion pour les différents correspondants de partager les bonnes pratiques et les actions mises en place au sein de leurs entités. Ont par exemple été évoquées la nécessité de former les encadrants au management (un manager formé et bienveillant pratique naturellement la QVT dans son approche des situations), les actions concourant à une meilleure organisation du travail, ou d'autres initiatives ayant vocation à améliorer la cohésion et développer la transversalité. Des attentes ont également été exprimées par les participants en faveur du développement accru d'orientations nationales SCA en matière de QVT.

Cette journée riche et dense sera suivie par d'autres actions destinées à structurer le réseau QVT du SCA, tout en essayant de guider au mieux les organismes du Service dans le déploiement de leur QVT.



Succès pour le DUODAY



À l'occasion de la Semaine Européenne pour l'emploi des personnes handicapées qui s'est tenue entre le 15 et le 21 novembre, le Commissariat des armées s'est de nouveau mobilisé pour participer à l'opération DuoDay, tant à la direction centrale que dans les

GSBdD. Cette opération, qui consiste à accueillir des personnes en situation de handicap dans une structure, permet à ces dernières de découvrir un métier et d'être immergées dans le monde du travail. Au total, 30 duos ont été réalisés pour cette édition 2021 du DuoDay.



Du côté administratif...



Carte militaire SNCF : entrée en fonction d'une nouvelle fonctionnalité lors de la réservation

Le SCA vous informe de la mise en place par la SNCF d'une nouvelle fonctionnalité du système d'information (SI) de réservation. Déployée pour renforcer les mesures de lutte anti-fraude et pour faciliter le déploiement du tarif OUIGO militaire pour les distributeurs compatibles, la nouvelle fonctionnalité permet le contrôle par la SNCF des droits tarifaires militaires à l'achat sur le site et l'application OUI.sncf.

Visite du PDG de l'UGAP à Brest

Le PDG de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) s'est rendu, le 22 novembre, sur le site de la Plate-forme Commissariat (PFC) de Brest, où il a visité le bâtiment d'essais et de mesures (BEM) Monge. Une visite qui a mis en lumière l'importance cruciale de disposer d'équipements de protection individuelle (EPI) de qualité, en quantité suffisante et approvisionnés dans des délais raisonnables pour pouvoir garantir la sécurité de l'équipage dans le respect du contrat opérationnel de l'unité.

La visite du PDG de l'UGAP fut l'occasion d'échanger sur l'ensemble des problématiques rencontrées par les unités soutenues dans leurs relations avec l'UGAP (disponibilité des articles, tarification, problèmes de livraison, qualité du service après-vente, etc.), avec en ligne directrice la nécessité de promouvoir une véritable politique de satisfaction du client.

Cette visite s'inscrit dans la volonté du SCA d'assurer à ses soutenus un haut niveau d'exigence vis-à-vis de l'UGAP.



RENTÉE INTENSE POUR LES ÉLÈVES COMMISSAIRES DE L'ÉCOLE DES COMMISSAIRES DES ARMÉES (ECA)

Entre l'exercice de synthèse OTTER qui s'est tenu entre le 4 et le 7 octobre et le gala de promotion du 8 octobre, les élèves commissaires de la promotion Croix de Lorraine de l'ECA ont eu une rentrée chargée !

Pendant trois jours, ils ont été plongés de la manière la plus réaliste possible sur un théâtre d'opération grâce à l'exercice OTTER dont le but est de mettre en application les différents savoirs théoriques reçus dans le cadre de l'unité d'enseignement « Soutien SCA aux engagements opérationnels ».

La réussite de l'édition 2021 de l'exercice OTTER, qui s'est déroulée à Orange, tient à une mobilisation importante de nombreux acteurs coordonnés par l'EMO-SCA. Une mobilisation à la hauteur de l'enjeu que constitue la préparation opérationnelle des élèves commissaires, qui seront attendus sur la qualité du soutien apporté aux forces en opérations extérieures.

Le lendemain de l'exercice OTTER, le 8 octobre, s'est tenu le Gala de la promotion Croix de Lorraine à l'automobile Club de France à Paris. Ce gala, organisé avec professionnalisme et rigueur par les élèves, fut présidé par le directeur central du SCA, le CRGHC Philippe JACOB, et s'est déroulé en présence de nombreuses autorités. Par l'organisation de ce gala, les élèves de la promotion Croix de Lorraine ont démontré leur ténacité, leur volontarisme et leur capacité à fédérer autour d'un projet de prestige. Ils ont été fortement soutenus par la direction centrale du Service, ainsi que par l'ECA, pour le montage de cette opération d'envergure.



LA TEAM SCA RELÈVE UNE NOUVELLE FOIS LE DÉFI DES 20KM DE PARIS !

Sport et cohésion à l'honneur pour cette 10^e participation !

La TEAM SCA fêtait cette année sa 10^{ème} participation aux 20km de Paris, une success story qui ne connaît pas la crise. Outre les très belles performances individuelles et les défis relevés avec ténacité et courage, l'événement a été placé sous le signe de la cohésion et de la convivialité et avait une saveur spéciale : une sorte de retour à la normale après l'annulation de l'édition 2020.

Parmi les 11 000 coureurs présents sur la ligne de départ, soutenus et encadrés par une équipe de bénévoles aux petits soins, près de 300 coureurs portaient le maillot de la TEAM SCA. Au-delà même du défi sportif et de la recherche du « chrono », c'est bien la dimension cohésive et conviviale de l'événement qui les motivait.

Dès l'aube, l'ensemble de l'équipe d'organisation était à son poste pour accueillir et renseigner les coureurs de la TEAM SCA avant qu'ils ne s'élancent sur le bitume parisien. Cerise sur le gâteau, la TEAM SCA a remporté les deux challenges Défense des 20km de Paris, le challenge des entreprises et deux meilleurs classements !



Cette année encore, la solidarité a occupé une place centrale dans les 20km de Paris. C'est donc naturellement que la TEAM SCA s'est de nouveau engagée en reversant à l'association Bleuet de France une somme de 5€ par inscription enregistrée.

Visionnez le reportage sur les 20KM de Paris



Retour en photos





SE DÉPLACER, SE NOURRIR, SE PROTÉGER... LES MISSIONS DE L'EdA EN OPÉRATIONS EXTÉRIEURES

C'est à l'Économat des Armées (EdA) qu'est confiée la mise en œuvre externalisée du soutien courant des forces et de la condition du personnel en opérations. Explications.



Sur ordre de la sous-chef de file « Opérations » de l'état-major des armées (EMA), l'EdA agit comme opérateur d'externalisation sur une large part du spectre des sous-fonctions de la logistique opérationnelle.

En pratique, après la phase d'ouverture de théâtre, durant laquelle le soutien est assuré en régie militaire, l'EdA intervient dans un contexte opérationnel stabilisé. La nature de son personnel, constitué de salariés de droit privé, ne lui permet en effet pas d'intervenir dans des contextes sécuritaires dégradés.

Son action se développe par cercles concentriques, en privilégiant dans un premier temps les

approvisionnements en vivres, puis en matériels et en prestations de service.

SE NOURRIR

La restauration en opération comprend désormais sept restaurants à l'étranger (opérations et forces pré-positionnées). Les équipes de l'EdA servent en moyenne 7 000 repas par jour. Aux repas quotidiens, s'ajoute un ensemble de prestations telles que les repas de cohésion ou les prestations au profit d'autorités. Il est à noter que sur les théâtres d'opérations, à la différence de la



métropole, l'EdA opère les restaurants avec ses moyens propres, et ne fait pas appel à des sociétés prestataires.

L'EdA fournit ainsi les vivres permettant d'alimenter les militaires présents au Sahel et en République centrafricaine (RCA). Cela se traduit par un flux logistique entre la France et les théâtres par tous les moyens de transport disponibles (aériens, terrestres et maritimes)¹. L'articulation avec les représentants du Commissariat des armées de la chaîne J4² est donc primordiale et nécessite une relation permanente avec et entre les acteurs de terrain.

ACHEMINER

L'action de l'EdA, pour la sous-fonction « acheminement », consiste essentiellement à assurer le transport inter sites (ou « intra théâtre ») d'une partie du fret des forces, par voie terrestre, en utilisant des vecteurs civils. Cette fonction intègre par exemple la mise à disposition d'autobus pour les militaires ou l'achat et la location de véhicules civils. Ainsi, l'EdA fournit par un marché unique l'ensemble des véhicules de gamme commerciale du fuseau ouest du théâtre Barkhane.

En complément des moyens de levage dont disposent les forces, il peut être amené à fournir des moyens de manutention et de levage aux emprises logistiques.

VIVRE AU QUOTIDIEN

L'EdA intervient traditionnellement dans le domaine du soutien de l'Homme. Outre l'alimentation, il s'agit essentiellement de grandes fonctions telles que l'hébergement (fourniture de mobiliers, nettoyage des locaux) et l'hygiène (lavage des effets, nettoyage des locaux, fourniture de produits d'entretien).



SE LOGER

L'EdA construit et entretient les bâtiments d'une part, et assure la production et la distribution d'énergie et d'eau d'autre part. Cette activité est réalisée en étroite collaboration avec les moyens du Service d'infrastructure de la défense (SID) déployés en opération.

SE PROTÉGER

En appui de la chaîne de prévention de théâtre, l'EdA est un acteur central de la sécurité incendie en assurant la maintenance des extincteurs. Il assure également l'approvisionnement en équipements de protection individuelle aux normes européennes qui ne peuvent pas être ravitaillés localement. Ces activités en faveur de la sécurité des personnels contribuent à la préservation de la capacité opérationnelle des forces.

¹ Près d'une tonne par jour par voie aérienne et 15 tonnes par jour par voie maritime

² J4 /AISH: adjoint interarmées soutien de l'homme, chef logistique spécialisé dans le soutien de l'homme dans un PC OPS de niveau opératif. Et sa déclinaison au niveau tactique, le chef du détachement mixte du commissariat (DMC).



PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

L'EdA contribue à la protection de l'environnement en réalisant l'enlèvement et le traitement des déchets (ménagers, techniques, d'activité de soins à risques infectieux), le pompage des eaux usées ou la lutte anti-vectorielle (moustiques, nuisibles). Cette activité recouvre également la désinfection avant retour en métropole des personnels et des matériels (qui fait partie du plan de maîtrise sanitaire opérationnel - PMSO).

SE DISTRAIRE

La condition du personnel en opération (CPO) est un métier historique de l'EdA depuis le conflit en ex-Yougoslavie au début des années 1990. Elle est notamment visible à travers la mise en place de boutiques sur les bases militaires en opération.

Cette activité recouvre des actions dans les quatre segments de la CPO : le maintien du lien avec les familles (internet de loisirs ILOPEX), l'accès à l'information et à la culture (presse, médiathèque), les activités de cohésion (repas spéciaux, soirées, animation, etc.) et les activités sportives, de loisirs et de détente.

En complément des foyers militaires, dont l'activité est centrée sur les produits de première nécessité, les boutiques de l'EdA proposent notamment des effets de sport et de bivouac, du high-tech et des parfums. Au titre de la condition du personnel, l'EdA approvisionne en matériels de sport et assure leur





MAIS AUSSI...

Le soutien de l'EdA en opération, c'est aussi l'acheminement des cadeaux offerts par les chefs d'états-majors d'armée aux soldats en OPEX, ainsi qu'à ceux de l'opération Sentinelle. Chaque année, près de 13 000 objets sont acheminés *in situ*, au pied du sapin, en temps et en heure. Ci-contre, un des cadeaux offerts chaque année par le chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT) aux militaires envoyés en OPEX et engagés dans l'opération Sentinelle.

montage d'un camp adossé à la plateforme aéronautique de l'aéroport pour 200 soldats américains, dans un temps que l'on peut qualifier de « record » au regard des contraintes sanitaires (COVID-19) et du préavis (deux mois). Après des manœuvres de quelques semaines, le contingent américain a quitté son camp de base provisoire, que l'EdA a dû démonter très rapidement, après avoir remis à niveau les installations endommagées par une tempête ayant obligé à reloger ces soldats pendant la nuit dans un gymnase réquisitionné en centre-ville.

maintenance (salles de musculation), y compris sur des sites très reculés. Enfin, avec ILOPEX, l'EdA est chargé du déploiement du wifi pour les militaires en opérations extérieures, à raison de 5 Go par mois, ce qui leur permet de rester en lien avec leur famille, tout en garantissant la sécurité de la connexion contre les menaces cyber.

gents étrangers. Ainsi, il assure la gestion complète des camps des opérations de l'Union européenne au Mali et en RCA. Il soutient également des exercices interalliés, comme la partie française Mousquetaire de l'exercice *Atlantic Resolve* en 2021 à Calais, qui a consisté à assurer le

L'EdA soutient aussi des contin-



<p>342 MILLIONS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES</p>	<p>+ 1 000 COLLABORATEURS EN MÉTROPOLE ET AU PLUS PROCHE DES FORCES ARMÉES</p>	<p>1 000 M² ENTREPÔT RÉFRIGÉRÉ À GAO AU MALI</p> <hr/> <p>1 000 TONNES LINGE TRAITÉ PAR AN EN OPEX</p>	
<p>2 TONNES FRITES SERVIES PAR MOIS</p>	<p>650 KG CROQUETTES POUR CHIEN PAR MOIS</p>	<p>930 TONNES DÉCHETS COLLECTÉS</p> <hr/> <p>4 300 EXTINCTEURS ENTRETENUS /AN</p>	<p>17 SITES COUVERTS PAR LE WIFI « ILOPEX »</p>

DEUX QUESTIONS AU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE 1^{RE} CLASSE PHILIPPE POURQUÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EdA



POURQUOI L'EdA EN OPÉRATIONS ?

L'EdA n'existe que par et pour les armées. La dimension militaire s'exprime, plus que tout, dans le domaine des opérations. La présence de l'EdA dans le soutien du soldat et des forces en opérations est donc naturelle.

QU'APPORTE L'EdA PAR RAPPORT AU SCA ?

Le soutien courant des opérations est d'abord le domaine du SCA, qui dispose du personnel militaire et du matériel de campagne qui seuls permettent les ouvertures de théâtre quand l'urgence prime et que la sécurité n'est pas garantie. La vocation de l'EdA est d'apporter une capacité complémentaire, et non pas de remplacer le SCA. Le champ de notre action – les fonctions de soutien que nous exerçons – est largement partagé avec l'action du SCA, plus marginalement du SID. Il ne s'agit pas pour l'EdA de se poser en concurrent ou en remplaçant. Il s'agit d'offrir, à la discrétion de l'EMA/CPCO³, une capacité additionnelle qui permette de compléter l'action du SCA. Son cadre de mise en œuvre a été clairement exposé par l'EMA dès 2014.

Elle porte d'abord sur les domaines non directement essentiels : les boutiques de l'EdA en OPEX en sont un bon exemple. Elle permet aussi, et surtout, de préserver les moyens régaliens, pour les concentrer là où ils sont irremplaçables et obtiennent leur meilleur rendement : dans les contextes non stabilisés ou sur les sites isolés, par exemple. L'interaction étroite entre le SCA et l'EdA permet ainsi d'optimiser l'emploi de moyens par nature comptés, tout en contribuant à un objectif de réduction de l'empreinte logistique qui est une préoccupation constante des opérations récentes.

³ État-major des armées/Centre de planification et de conduite des opérations

AUX FONDEMENTS DE L'EdA, HISTOIRE ET RÉGLEMENTATION

L'histoire de l'Économat des Armées (EdA) débute le 2 novembre 1916⁴ par la création pour la durée de la guerre de coopératives militaires en charge de fournir aux soldats des marchandises de bonne qualité à juste prix afin d'améliorer la vie quotidienne sur le front.

Dès les origines, la gestion de ces coopératives a pris une orientation singulière en s'affranchissant du cadre budgétaire et des règles de la comptabilité publique. L'intégration des notions de frais généraux et de prix de revient a ainsi conduit à l'adoption d'une comptabilité de type commercial. L'attribution du statut d'EPIC (établissement public industriel et commercial) en 1959 a formalisé ce mode de fonctionnement.

Le soutien du soldat en opération demeure l'un des piliers de l'activité de l'EdA et est au cœur de sa vocation. La loi de finances rectificative du 30 décembre 2002 a ainsi étendu son périmètre d'intervention au « *soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses, aux formations militaires en France et à l'étranger* ». Ses autres pôles d'activités majeurs sont la fourniture de vivres et les prestations de restauration, sous le régime de l'externalisation ou de la concession de restaurants, sur le territoire national.

En outre, l'EdA s'est vu attribuer la qualité de centrale d'achat par le décret du 11 mars 2004, ce qui permet aux forces armées de recourir aux services de l'établissement sans mise en concurrence : c'est l'EdA qui passe des marchés au profit des armées en épargnant à celles-ci la charge et les délais liés au code de la commande publique. Le recours à l'EdA en OPEX reste une décision souveraine des armées qui peuvent ainsi, en s'attachant cette capacité additionnelle, optimiser leurs moyens financiers, humains, logistiques, matériels... Dans ce cadre, l'EdA est pleinement intégré à la chaîne de soutien opérationnel des armées en complémentarité des moyens régaliens du SCA.

⁴ Circulaire n°9389/DA du 2 novembre 1916





ALCORCA
Appui à la lutte contre la criminalité organisée en région Caraïbes

Au premier plan, le CRC2 Bruno, récompensé pour son action par le MAOC-N

EMBARQUÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE, UN COMMISSAIRE RÉCOMPENSÉ

Lutter contre le trafic de drogue en mer des Caraïbes, au plus près des pays producteurs de cocaïne, en contrôlant notamment les approches maritimes des petites Antilles, permet de limiter la dissémination de grandes quantités de stupéfiants alimentant les trafics européens et d'attaquer une des causes principales de délinquance dans les départements français des Antilles.

En effet, la voie maritime transocéanique, après une éventuelle rupture de charge, reste le mode d'acheminement classique de la cocaïne vers l'Europe alors que la culture de la coca en Amérique Latine (Colombie, Pérou, Bolivie) reste très active et atteint des records historiques. La production mondiale dépasse ainsi les 2 500 tonnes annuelles (contre 1 000 en moyenne dans les années 2000) dont la Colombie est le premier producteur mondial (hausse de 30% entre 2016 et 2017). Au cours des deux dernières décennies, 35 à 40 % de la production colombienne a emprunté les routes vénézué-

liennes qui demeurent prééminentes pour la distribution de cocaïne et de marijuana vers la zone Caraïbe et l'Europe.

Les puissances régionales (États-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Colombie, République dominicaine) inscrivent leurs opérations aéro-maritimes dans un dispositif global dans lequel la France tient un rôle déterminant avec des moyens puissants, du renseignement autonome et des résultats permettant de démanteler les réseaux des narcotrafiants (près de 11 tonnes de cocaïne saisies en mer depuis le 1^{er} janvier 2020 par l'ensemble des administrations françaises, soit une valeur marchande de près d'un demi-milliard d'euros). La réponse maritime française est conduite dans le cadre de l'action de l'État en mer (AEM), pour laquelle l'organisation antillaise permet d'obtenir une synergie inégalée des administrations françaises impliquées dans la lutte contre le trafic de drogues, sous la direction du Préfet de la Martinique délégué du Gouvernement pour l'action de l'État en mer

(office antistupéfiants, Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, garde-côtes des douanes, forces armées aux Antilles, Gendarmerie nationale, juridiction inter-régionale spécialisée de Fort-de-France). La coordination générale est assurée par le commandant de zone maritime, cheville ouvrière de la coordination interministérielle, et responsable de l'exécution des missions de l'action de l'État en mer. Les commandants de zone maritime s'appuient sur les bureaux AEM, armés par des commissaires d'ancre marine, implantés dans chaque zone maritime ultramarine. Ils animent au quotidien l'organisation interministérielle (coordination et diffusion de l'information maritime, programmation coordonnée des moyens, préparation des réunions préfectorales...) et apportent, en tant que de besoin, le soutien juridique en phases administrative et judiciaire, de la planification des opérations interministérielles ou internationales jusqu'au procès pénal. En soutien des puissances régionales, le



Production annuelle de cocaïne supérieure à 2 500 tonnes 20 tonnes de cocaïne par an à destination des Antilles françaises

judiciaires et des opérations aéromaritimes.

Le MAOC-N récompense annuellement des organisations ou des personnes s'étant distinguées dans la lutte contre le trafic de stupéfiants par voie maritime dans la zone Atlantique (dont les Caraïbes) et Méditerranée. Ainsi, le 20 octobre dernier, aux côtés de personnalités italiennes, néerlandaises, colombiennes, espagnoles, irlandaises, américaines et anglaises (une vingtaine de nominations), la France a été récompensée à travers la DNRED (Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières), les forces armées aux Antilles (FAA) et quatre personnels ayant servi aux Antilles (trois douaniers-DNRED et garde-côtes des douanes, et le CRC2 Bruno, ancien chef de division AEM aux Antilles). Ces distinctions françaises soulignent le succès d'opérations récentes en collaboration avec le MAOC-N au cours desquelles de grandes quantités de cocaïne, d'importants éléments de preuves et des trafiquants ont été appréhendés, permettant la déstabilisation de réseaux criminels situés principalement en Europe.

Le centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants (MAOC-N) favorise l'échange de renseignements pour la lutte, notamment en zone Atlantique et facilite les opérations d'interception. Initiative régionale créée en 2007 sous l'impulsion de la France par un traité signé à Lisbonne, le MAOC-N est alimenté par des renseignements provenant des sept pays membres (Irlande, Pays-Bas, Espagne, Italie, Portugal, France, Royaume-Uni) et des États-Unis, pays observateur. Le MAOC-N permet la coordination des enquêtes douanières et

Celle du CRC2 Bruno souligne également l'investissement consenti par le Service du commissariat des armées dans l'armement des bureaux AEM, en métropole et outre-mer et concrétisé par un plan d'action bilatéral SCA - Marine nationale pour les filières AEM et droit des opérations aéromaritimes en 2020.



GAETAN, LE GARDIEN DES TEMPS

Depuis 2018, le Service du commissariat des armées (SCA) s'est doté d'une politique de ressources humaines (RH) volontariste, rénovée en 2020. Cette dernière comprend GAETAN dans l'Axe 3 : améliorer le bien-être au travail et favoriser l'égalité et l'inclusion. Le point 27 détaille l'engagement : « Généraliser le recours aux horaires variables dans les organismes, dans le cadre du projet GAETAN, en tenant compte des contraintes locales, des unités soutenues et de la disponibilité permanente liée au statut de militaire ». Une ambition à laquelle tient le Commissariat des armées et les équipes mobilisées pour son déploiement. Le nom de ce projet ? GAETAN, comme Gestion Automatisée et Éligible du Temps de travail et des Absences Nominatives. Explications.

Aujourd'hui, **le constat général est celui d'une grande disparité des capacités et des pratiques au sein du SCA.** Certains organismes se sont dotés en propre d'une solution GTTA (Gestion du Temps de Travail et des Absences), en passant un marché avec un prestataire extérieur (sociétés Horoquartz, Bodet, etc.). Pour autant, ils ne disposent pas forcément des outils les plus récents et les plus complets. D'autres n'ont pas de solution informatique spécifique et sont donc contraints de suivre le personnel avec les « moyens du bord ». Dans ce dernier cas, la mise en place d'une gestion des horaires (fixes ou variables) et/ou d'absences dématérialisées engendre une étude et un accompagnement plus accrus pour atteindre cet objectif.

Le projet GAETAN a pour objectif une harmonisation en la matière.

Pour autant, il ne saurait être réduit à un simple outil de gestion des temps de travail et, partant, d'accès aux horaires variables, pour le personnel civil. S'il est communément compris en ce sens, il est autrement plus ambitieux.

En effet, il s'agit d'automatiser un maximum de tâches RH, à travers un dispositif moderne et uniformisé. S'appuyant sur deux solutions de la société Horoquartz (HqTime et HqSelf), actuellement déployées ou en cours de déploiement dans une dizaine d'organismes du Service, il permet de dématérialiser la gestion des temps de travail et des absences du personnel civil. Mais il vise également à faciliter le travail d'équipes RH de plus en plus sollicitées.

Deux axes importants :

1. La mise en place d'interfaces ou API¹, à terme, permettront de stabiliser les données des agents tout en évitant une double saisie. Ainsi, à partir des SIRHs référents, GAETAN pourra, de manière plus aisée, via Source Web :



- calculer/octroyer des droits à congés ou permissions, RTT, gardes d'enfants, etc. ;
- gérer des heures supplémentaires, des travaux insalubres ou autres.

2. L'outil de reporting : QCLICK SENSE, mis à disposition des RH, permet de sortir des états personnalisés.

Ainsi, l'ensemble des organismes sera géré de manière uniforme tout en limitant le risque d'erreurs liées à l'utilisation d'outils « artisanaux » dans les organismes, qui impliquent la mise en place de tableurs Excel et des recopies de l'un à l'autre. Au total, GAETAN s'appuie sur environ 800 règles définies par le pôle de compétences !

En parallèle, en ayant accès à l'outil, l'agent devient également un acteur de son propre dossier, s'agissant des temps de travail et des absences.

Pour les absences, outre celles des civils, il offre aussi la possibilité de gérer celles des militaires, aboutissant concrètement à l'établissement facilité et en temps réel d'une situation de prise d'armes (SPA). En revanche, compte tenu de son statut, le personnel militaire n'est en rien concerné par le suivi des temps de travail.

Pour les chefs et managers, à tous les niveaux, la mise en place de cet outil offre une vision

quotidienne, complète et précise de leur population. Bien sûr, un tel outil suppose des efforts et des délais d'appropriation, tant de la part des équipes RH que des agents. Cela étant, une fois familiarisés avec la solution, toutes et tous doivent y trouver leur avantage, en termes de connaissance des droits de chacun et, surtout, en termes de gain... de temps, précisément !

GAETAN a donc vocation à être déployé, à horizon 2025, dans l'ensemble des organismes du SCA, dans une logique d'harmonisation des systèmes d'information et de partage des meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines (gestion des congés et permissions, des motifs d'absences, établissement des situations de prise d'armes, etc.).

Début octobre, la sous-direction employeur a réuni les premiers référents GAETAN lors d'un séminaire à Cazaux : deux jours pour échanger et répondre aux interrogations des personnels qui auront la charge du déploiement de ce nouvel outil à compter du 1^{er} décembre.

Des expérimentations ont d'ores et déjà eu lieu au sein de certains organismes afin de dresser un premier bilan des fonctionnalités de GAETAN, vues par des utilisateurs.

¹ Application Programming Interface (interface de programmation d'application)

TÉMOIGNAGE D'ANTONELLA Chef de la division organique du CIAS

« Le déploiement de GAETAN est effectif au CIAS depuis le 1^{er} juillet 2021. En accord avec la directrice, il a été décidé de procéder par étape : badgeage en double (physique et virtuel), puis uniquement virtuel ; possibilité de poser des congés/permissions via GAETAN, application des bonus... J'ajoute qu'un effort de pédagogie est nécessaire en interne afin d'expliquer aux agents les différents modules. Aussi, le bureau RH du CIAS a préparé plusieurs séances d'information et s'est rendu disponible pour les nombreuses questions légitimes du personnel. À ce jour, il semble satisfait de cette solution car l'outil est très simple d'utilisation. Enfin, les responsables du projet GAETAN ont su répondre à toutes nos questions. »



« IL ÉTAIT UNE FOIS... GAETAN ! » Adjudant Randolph du GSBdD de Lille

Traitant « effectifs » au pôle Lille-Dunkerque, c'est à compter du mois de février 2021 que je me suis progressivement approprié l'outil, jusqu'à l'utiliser quotidiennement à compter du 1^{er} avril. Accoutumé aux outils informatiques, j'ai fait de ce progiciel un allié pour le suivi du personnel (109 personnels dont 72 militaires et 37 civils) dans l'ensemble des domaines de la gestion des temps (contrôle de présence, congés, bonus, heures supplémentaires, repos compensateurs, missions diverses).

Outre les formations de 1^{er} et 2^e niveau, nécessaires pour maîtriser l'éventail des possibilités offertes et les astuces de fonctionnement, l'accompagnement par l'équipe de projet a été une aide précieuse pour que GAETAN devienne un outil de travail fiable du gestionnaire et de l'agent utilisateur.

En effet, grâce à ce progiciel unique de suivi des temps du GSBdD, le personnel civil gère avec précision son temps de travail et ses absences. Le personnel militaire n'étant pas soumis au même impératif, son emploi de GAETAN offre une vision globale et réaliste de l'employabilité au sein du pôle. Demain, avec le complément « Qlik Sense », une quantité illimitée de données graphiques seront mises à la disposition de tous les niveaux de la chaîne fonctionnelle du Commissariat des armées. La tenue régulière de séminaires GAETAN permet à de nombreux organismes, raccordés ou non au projet, d'échanger et de partager leurs expériences.

Après un an de fonctionnement au sein du GSBdD de Lille, je peux le dire, GAETAN est devenu un allié précieux, un ami au quotidien !

TROIS QUESTIONS À LA CRC2 ANGÉLIQUE, Directrice du CIAS (Centre Interarmées de la Solde)

COMMENT UTILISEZ-VOUS GAETAN AU SEIN DE VOTRE ORGANISME ?

Le CIAS utilise GAETAN comme outil de situation de présence dans l'établissement, de dématérialisation des procédures de gestion des absences et comme outil de suivi des horaires pour le personnel civil.

GAETAN permet notamment un badgeage virtuel pour l'ensemble du personnel, en vue d'élaborer rapidement la situation de présence puis la SPA. Il participe également à simplifier les démarches pour gérer les demandes d'absence grâce à la dématérialisation des actes : demandes de congés/permissions, absences du personnel (formation, mission, télétravail), validation des absences directement dans l'application. Il offre une vue sur les effectifs présents et sur le planning des absences à moyen et long termes (de manière générale, GAETAN permet de nombreuses requêtes). Enfin, GAETAN offre aux personnels civils la possibilité de connaître leurs décomptes de temps et de congés, conduisant à leur adhésion rapide au nouveau système.

GAETAN A-T-IL AMÉLIORÉ VOTRE QUOTIDIEN ?

Cet outil a apporté une simplification dans de nombreux domaines : cela a en effet induit une réduction forte de matériels nécessaires à la réalisation du badgeage physique (pointeuse, badge pour chaque personnel, ordinateur dédié pour gérer le système) et de la maintenance associée. Par ailleurs, l'outil est très simple à utiliser, de son installation sur les postes des agents jusqu'aux deux icônes dédiées au pointage, ou à la demande de congés ou de permissions. En outre, il procure un incontestable gain de temps pour le bureau RH concerné avec une déflation des courriels à gérer, notamment pour les demandes d'absence. Enfin, il contribue à diminuer les risques d'oubli de transmission des absences par le N+1 vers les RH.

VOS ÉQUIPES SONT-ELLES SATISFAITES ?

Globalement, les utilisateurs et le BRH sont satisfaits de l'outil GAETAN : il apporte une simplification et un allègement des tâches administratives pour tous.

Un bémol tout de même sur le système des plages horaires, non paramétrable selon le règlement de service intérieur retenu dans l'organisme.

Peut-être peut-on mentionner quelques points d'amélioration à prévoir : par exemple en continuant la montée en puissance du logiciel, avec des mises à jour régulières en fonction des demandes des bureaux RH utilisateurs, en offrant la possibilité de valider des oublis de pointage le lendemain (actuellement on peut le faire uniquement le jour même) ou de doter le BRH d'un *workflow*, pour les congés des personnels militaires (afin d'alimenter les SIRH).



SAINT MARTIN 2021

UNE COMMÉMORATION INÉDITE, TOURNÉE VERS L'AVENIR ET LA SOLIDARITÉ



Une cérémonie militaire placée sous le signe de la préparation de l'avenir

Chaque année, le Commissariat des armées commémore la Saint Martin, saint patron du Service, dont le geste historique incarne les valeurs de la mission et de la raison d'être du SCA, en soutien des armées : le sens du service, le don de soi, l'attention portée à autrui. Ainsi, à Rambouillet, le 19 novembre, un ensemble représentatif des organismes du SCA basés en Île-de-France était réuni au quartier général Estienne pour assister à cette traditionnelle cérémonie, placée sous le signe de la cohésion, de la préparation de l'avenir et de la solidarité.

« En commémorant chaque année le geste de Saint Martin, qui fit don de la moitié de son manteau à un pauvre transi de froid à la porte d'Amiens, nous réaffirmons nos valeurs, notre raison d'être et notre engagement à soutenir les forces armées en tout

temps et en tout lieu. »

Extrait de l'ordre du jour n°43 du directeur central du SCA, prononcé le 19 novembre 2021.

Dans son ordre du jour, le directeur central, le commissaire général hors classe Philippe JACOB, s'est en outre attaché à rappeler le cap fixé par le chef d'état-major des armées à ses personnels, œuvrant au sein de la direction centrale, des centres interarmées du soutien, des PFC¹ et de la PFAT², des GSBdD, des ELoCA³, de l'EDIACA⁴, du LABOCA⁵, de l'ENS⁶, du CIAS⁷, dans les écoles de formation ou les SLC⁸ : « *Le Service du commissariat des armées sera opérationnel et résilient, ancré au cœur des armées, engagé dans la préparation de l'avenir* ».

Plus globalement, l'objectif pour le Service est bien d'être au rendez-vous de l'ambition « Armées 2030 ».

Un but à atteindre, dont la feuille de route associée explicite les moyens pour « *ériger le SCA en un Service moderne et résilient, en mesure de soutenir les forces dans une perspective d'engagement majeur* ». Dans ce cadre, le directeur central du SCA a mis en exergue cinq qualités fondamentales que les personnels du Commissariat sont amenés à développer au quotidien, auprès de leurs soutenus, mais aussi au cœur même de leurs équipes : agilité, simplicité, confiance, accessibilité et proximité.

Cette prise d'armes a également été marquée par une remise de décorations et la lecture d'une lettre de félicitations.



Visionnez le MAG TV du SCA consacré à la Saint Martin



Une opération caritative couronnée de succès et déclinée au niveau local

Cette année, pour la première fois, la cérémonie militaire de la Saint Martin a été suivie de la remise d'une collecte effectuée au profit d'une association caritative dédiée à l'aide aux plus démunis, puis d'un moment de convivialité.

« À partir de cette année, j'ai décidé de prolonger cette commémoration par l'organisation d'une action caritative, en marge de la cérémonie militaire, au profit d'une association engagée au plus près des personnes démunies [...]. Respect et solidarité, désintéressement, engagement, esprit d'équipe, rigueur sont autant de valeurs que nous partageons et qui s'inscrivent pleinement dans le sens du geste de Saint Martin. »

Extrait de la note du directeur central du SCA du 11 octobre 2021 (n°2811/ARM/SCA/DCSCA/BCA/NP)



Cette opération caritative a été déclinée avec succès au niveau local, comme en témoignent les bilans remontés par les GSBdD de Creil, Cherbourg, Bordeaux-Mérignac-Agen, Draguignan, Saint-Dizier-Chaumont, Cazaux, Mont-de-Marsan, Bourges-Avord, Clermont-Ferrand, Phalsbourg, Brest et la DICOM-GS de Nouvelle-Calédonie, entre autres.



Clermont-Ferrand



Clermont-Ferrand



Phalsbourg (@Vincent Debraine)



Mont-de-Marsan

À Clermont-Ferrand, trois lieutenants ont réalisé une belle chorégraphie à cheval sur la place d'armes, réalisant au plus près de la réalité l'évocation de la vie de Saint Martin. Le commandant en second a clôturé cette activité de commémoration en remettant le bouclier de la Saint Martin aux gagnants.

À Phalsbourg, comme à Mont-de-Marsan, les équipes du GSBdD se sont retrouvées pour célébrer leur patron.

À Brest, la cérémonie de la Saint Martin était cette année organisée par la Plate-forme Commissariat (PFC) Brest. Elle a consisté en plusieurs phases, notamment une messe prononcée en la chapelle Challier, une cérémonie militaire présidée par le chef du GSBdD de Brest puis la remise de la collecte à l'association caritative en début d'après-midi.

- 1 Plate-formes Commissariat
- 2 Plate-forme affrètement et transport
- 3 Établissements logistiques du Commissariat des armées
- 4 Établissement de diffusion d'impression et d'archives du Commissariat des armées
- 5 Laboratoire du Commissariat des armées
- 6 Établissement national de la solde
- 7 Centre interarmées de la solde
- 8 Services locaux du contentieux



GSBdD de Draguignan



« Challenge de Saint-Martin » au GSBdD de Draguignan



Au GSBdD de Cazaux, le réconfort après le challenge sportif de la Saint Martin



Brest



Brest



GSBdD de Cazaux

ZOOM SUR...

Une opération prise à bras le corps par les élèves de l'école des commissaires des armées (ECA)

Sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, la semaine du 22 au 26 novembre a été placée sous le signe de la solidarité.

À l'occasion de la Saint Martin, l'ensemble des cadres et des élèves de l'école se sont en effet mobilisés autour d'une grande collecte au profit d'une association caritative, sous l'impulsion du directeur central du Commissariat des armées.

L'opération avait été lancée par la promotion des élèves polytechniciens pendant leur formation courte à l'école puis a été poursuivie par les élèves commissaires sous contrat actuellement pour trois mois

à l'ECA. Les élèves ont travaillé main dans la main avec le GSBdD Istres-Orange-Salon de Provence, qui les a notamment soutenus logistiquement.

Cette collecte, gérée comme un projet, leur a permis d'aborder de manière très concrète des problématiques de communication, de logistique et d'organisation.

Au final, ce sont plus de 500 kgs de produits de première nécessité qui ont pu être donnés, alors que la saison hivernale s'ouvre dans un contexte de forte hausse du nombre de bénéficiaires.

Les élèves commissaires ont aussi prêté main forte aux équipes de l'association pour la distribution. Plusieurs autres moments forts ont marqué cette Saint Martin 2021, partiellement mutualisée avec le GSBdD Istres-Orange-Salon de Provence sur la BA 701, comme la cérémonie militaire organisée par le GSBdD ou le challenge sportif qui a réuni l'ensemble des cadres et des élèves dans un bel esprit de cohésion.

Cohésion, partage et solidarité ont été les maîtres mots de cette Saint Martin 2021, à l'image de l'action du saint patron du Commissariat des armées.



LA DIVISION NUMÉRIQUE

SA VISION, SON RÔLE ET SES MISSIONS

Nouvellement créée, la Division numérique assure la stratégie et le pilotage du numérique au Commissariat des armées.

« Le numérique du Commissariat des armées fait peau neuve. Après une paire d'années d'existence, le numérique s'est réinventé en profondeur avec l'émergence de la direction des systèmes d'information du Commissariat des armées (DSI). Cette DSI dite distribuée est posée par trois piliers, une division numérique, un pôle numérique et des bureaux de systèmes d'information placés au sein des Centres interarmées du soutien. Le Commissariat a retenu cette organisation de DSI distribuée afin de rapprocher les métiers et les soutiens techniques par l'adoption d'une organisation à forte subsidiarité.

Cette organisation vise notamment, à travers la direction des systèmes d'information du Commissariat des armées, à renouveler la promesse originelle d'acculturer les ressortissants du Commissariat des armées tout en simplifiant le quotidien des soutenus et des souteneurs. Nous souhaitons apporter un éclairage prospectif, nécessairement multidisciplinaire et forcément nourri des expériences des « métiers » et de leurs experts. Le numérique du Commissariat, c'est vous en chacun de vos métiers, de vos responsabilités tels qu'ils sont, vivants, complexes, passionnants, ouverts sur une multitude de possibles. Grâce à tous les ressortissants du Commissariat des armées, nous voulons prendre le réel à bras-le-corps et combler la dette technique qui nous éloigne parfois pour le moment d'internet et d'une gestion valorisée des données. Un nouveau cycle commence donc où chaque ressortissant du Commissariat des armées doit devenir acteur de sa propre transformation numérique. » CRC1 Marc LEMOINE, chef de la Division numérique et directeur des systèmes d'information du Commissariat des armées.



La Division numérique (DIVNUM) a trois clients : la direction centrale, les 24 000 utilisateurs du Service et les 250 000 ressortissants soutenus par nos systèmes d'information. Le but premier de la Division numérique est bien d'aller au plus près des administrés pour leur offrir des solutions pérennes tout en s'appliquant à soulager les souteneurs. Elle pilote les 149 systèmes d'information utilisés par le Commissariat des armées, les 26 projets SI actuellement en cours de développement et épaulera tous les chantiers nés de l'émergence de la feuille de route 2030 du Service.

Les quatre grands bureaux de la DIVNUM

Constituée de quatre bureaux et d'un pôle numérique, la Division numérique est riche de ses compétences et des défis à relever. Les bureaux correspondent aux missions de la Division au quotidien avec, comme sujets centraux, la cybersécurité et la valorisation de la donnée.

LE BUREAU CYBERSÉCURITÉ

Fonctionnement

Localisé sur le site d'Arcueil, le bureau Cybersécurité est dirigé par un chef de bureau faisant office de tête de chaîne CYBER pour l'ensemble du SCA. Inter-

locuteur privilégié du COMCYBER et des armées/directions/services sur les sujets liés à la CYBER du Commissariat des armées, il est aussi le point de contact CYBER du Service à l'échelle interministérielle. Le chef de bureau dispose d'experts et de traitants pour mener à bien les missions, notamment l'officier de sécurité des systèmes d'information de chaîne (OSSI-C) et le responsable de sécurité des systèmes d'information de chaîne (RSSI-C). Revenons rapidement sur le rôle de ces deux experts :

L'officier de sécurité des systèmes d'information de chaîne est en charge :

- en matière de cyberprotection, de la conduite et de l'animation de la chaîne des correspondants SSI (CSSI) des organismes du SCA, et de celle des responsables de la sécurité des systèmes d'informations (RSSI) des SI du SCA ;
- en matière de cyberdéfense, de la conduite et de l'animation de la chaîne des adjoints LID¹ (ALID) des organismes du SCA ;
- il est, enfin, officier LID (O-LID). À cet égard, il est l'interlocuteur privilégié du Centre d'Analyse de Lutte Informatique Défensive (CALID) pour les sujets liés à la LID du Service.

Le responsable de sécurité des systèmes d'information de chaîne est en charge, en matière de cyberprotection, de la conduite et de l'animation de la chaîne des RSSI sur tous les sujets liés aux ho-

mologations des SI dont le SCA est autorité cliente. Il s'appuie sur les RSSI-Référent (RSSI-R, en place dans les CIS), les RSSI-Projet (RSSI-P tant que le système d'information est encore à l'état de projet) et les RSSI-Application (RSSI-A lorsque le SI est en exploitation) au sein des CIS afin de conduire l'intégration et le suivi de la SSI au sein des projets et SI. Il est l'interlocuteur privilégié du centre d'homologation principal interarmées (CHPI) pour tous les sujets liés aux homologations.

La cybersécurité au SCA

Dans le cadre de la montée en puissance du numérique au sein du ministère des Armées, chaque personnel du SCA a le devoir d'être le plus vigilant possible lors de l'utilisation de tout type d'outil informatique. L'informatique fait de plus en plus appel au cyberspace. Partie intégrante de la Loi de programmation militaire 2019-2025, il est une cible privilégiée pour les cyberattaques, qu'elles soient ou non de nature étatique.

Des mesures d'hygiène informatique sont nécessaires pour se prémunir au maximum de ces menaces :

- appliquer les règles de SSI et les consignes de votre correspondant SSI (CSSI) : ces dernières doivent être suivies avec rigueur ;

¹ LID : lutte informatique défensive



FOCUS... LE COMMISSAIRE PRINCIPAL TEDDY

Chef de bureau à la Division numérique
Stagiaire du Mastère spécialisé Opérations et Gestion des crises
en Cyberdéfense, depuis septembre dernier.

Le Mastère, accrédité par la Conférence des Grandes Écoles et dispensé par l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, forme les experts de la planification et de la conduite des opérations dans le cyberspace. A raison d'une semaine par mois sur deux ans, l'organisation de la formation permet au commissaire principal Teddy, titulaire d'un Master 2 en Télécommunications et réseaux, de concilier scolarité, vies professionnelle et privée.



« Suivre un tel cursus est pour moi un réel honneur, ainsi qu'une opportunité pour monter en gamme en matière de gestion de crises et de conduite d'opérations en cyberdéfense militaire. Décomposé en trois parties - formation académique, opérations/crises et mission professionnelle donnant lieu à la rédaction d'une thèse professionnelle -, ce cursus va me permettre d'appréhender les différents aspects du cyberspace sous les angles technique, géopolitique et sociologique.

Le Mastère se déroule en présentiel à Coëtquidan (56), auquel s'ajoutent d'autres cours à l'École des Transmissions de Cesson-Sévigné (35) et dans le monde universitaire grâce à un partenariat avec l'École nationale

supérieure d'ingénieurs de Bretagne-Sud (ENSIBS - 56). »



- l'attention de toutes les unités et du personnel doit spécifiquement être accrue face au risque d'hameçonnage (*phishing*), à la diffusion d'un rançongiciel (*ransomware*) et de tout type de *malware* ;
- limiter au strict minimum les transferts USB afin d'éviter les infections virales ;
- utiliser des supports USB fournis par votre organisme ;
- ne pas prêter ses supports amovibles et ne pas les laisser accessibles sans surveillance.

L'ensemble de l'équipe cybersécurité veille à la sensibilisation du personnel du Commissariat des armées via des audits, des formations internes ou encore des ho-

mologation d'outils. En s'assurant que les outils utilisés répondent au cadre MINARM en termes de cyber, les nouvelles pratiques tels que le télétravail/téléactivité induisent moins de risques. Tout le monde est concerné par la cybercriminalité dès lors qu'il utilise un ordinateur !

LE BUREAU GESTION DES DONNÉES

La principale mission du bureau Gestion des données (BGD) est de soutenir les experts métiers dans l'utilisation de leurs données pour une meilleure contribution à la performance du Service et, ainsi améliorer la relation avec les soutenus.

Dans le cadre de la résilience opérationnelle, la valorisation des données doit permettre à l'état-major opérationnel du SCA, aux Centres interarmées du Soutien (CIS) et aux acteurs de terrain d'exploiter et d'explorer le plus simplement possible les informations qui sont mises à leur disposition. Une donnée s'étudie et se valorise ! Par exemple, afin de favoriser et renforcer leur pilotage, les données relatives au domaine du transport ont pu être cartographiées et valorisées.

Ce qui a permis :

- une meilleure connaissance de leur patrimoine de données ;
- une amélioration de la maîtrise des données ;
- une aide à la décision facilitée.

Le BGD accompagne les CIS dans l'étude de leurs données et les conseille sur un choix adapté d'outils. Cette démarche s'inscrit dans la mise en place d'une direction des systèmes d'information distribuée du SCA, avec la volonté d'autonomiser les CIS dans la maîtrise de leurs données.

Afin d'offrir des informations de qualité, il est nécessaire d'avoir accès aux données depuis leur système d'information source. C'est pourquoi le BGD intervient dans la définition des méthodes d'accès aux informations.

Son rôle est d'assurer la mise en œuvre de la gouvernance du cycle de vie des données : Production, Stockage, Traitement, Exposition et Partage. Le BGD s'attache à la qualité, à la fiabilité et à la traçabilité des données. Par son expertise, il est l'interlocuteur privilégié des instances ministérielles sur tous les sujets techniques liés aux données (DGNUM², EMA/SNA³, SGA /DTPM⁴...). Dans ce cadre, il participe activement à la montée en puissance des données au ministère des Armées.

« Résilience, robustesse
et valorisation de la donnée »
sont les maîtres-mots de ce bureau !

² DGNUM : Direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication

³ EMA/SNA : Division Stratégie Numérique des armées

⁴ SGA/DTPM : Délégation à la transformation et à la performance ministérielle

LE BUREAU FINANCES ET MANAGEMENT DES CONTRATS

Le bureau Finances et Management des Contrats (BFMC) témoigne du côté atypique de la Division numérique : il ne s'agit ni de la partie finances de la sous-direction Métiers ni du budget traité par la sous-direction Performance-synthèse. En effet, pour tout le périmètre « systèmes d'information », la DIVNUM



Bureau Finances et Management des contrats

possède la pleine responsabilité dans ces domaines. La fonction Finances assure la conquête de ressources sur les projets prioritaires de la transformation numérique, ainsi que la programmation et le suivi des budgets SI en vue de soutenir les dialogues de gestion avec les gouverneurs de crédits du ministère. Il s'agit en particulier de rendre compte de la ventilation des consommations ou d'allouer les crédits vers :

- les différents systèmes d'information en exploitation ;
- chacun des projets numériques du SCA ;
- les besoins hors systèmes d'information tels que des logiciels, des matériels ou des abonnements ; les projets novateurs et les expérimentations des CIS afin de s'assurer de la faisabilité, de la pertinence ou de la performance des choix.

En complément de la compétence financière, le BFMC dispose d'une expertise en marchés publics. En effet, l'intégration à l'équipe du bureau d'une ingénieure civile de la défense spécialisée dans les achats publics permet de proposer une assistance ciblée afin d'appuyer les chefs de projets du MINARM dans l'expression et la définition de leurs besoins sur les vecteurs contractuels adaptés (projet SI, exploitation, fin de vie, etc.).

La fonction management des contrats permet également d'accompagner le processus contractuel avec le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA), en apportant conseils et explications lors des réunions de négociation et d'exécution de chaque projet numérique. Enfin, le BFMC participe au dialogue avec les sociétés prestataires externes. Il construit

ainsi le suivi de bout-en-bout des prestations et livrables attendus dans le respect des obligations contractuelles et de performance des projets de la DIVNUM et des CIS dans le cadre de la DSI distribuée.

En résumé, la compétence management des contrats permet d'être un facilitateur entre le client SCA, l'industriel et le RPA, ce afin d'accompagner les projets main dans la main et de répondre au plus juste besoin dans les délais les plus réduits possible.

LE BUREAU TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La transformation numérique au SCA, c'est avant tout mettre en avant l'innovation numérique à la portée et au service de tous. Pour cela, le bureau Transformation numérique est organisé en deux sections aux missions différentes mais complémentaires.

La section Marketing digital est en charge de plusieurs actions dans le domaine de la modernisation et de l'acculturation technologique, en particulier numérique, au sein du Commissariat des armées. Pour ce faire, la communication est favorisée au travers de newsletters régulières exposant la démocratisation d'outils numériques et dont l'innovation est le mot d'ordre (Merlin, Klaxoon, Jitsy par exemple). Cela passe aussi par des interventions d'entreprises civiles venant présenter leurs produits au sein de *sessions live* appelées les « Transformeurs ». Enfin, pour diffuser ses messages, le bureau s'appuie sur un réseau d'ambassadeurs digitaux au sein des Centres interarmées du soutien et opérateurs. En 2021, ce réseau est en pleine expansion avec la mise en place des référents « innovation numérique/simplification » positionnés au plus près des acteurs opérationnels.



Bureau Transformation Numérique

La section Transformation numérique est en charge du passage en maquettage ou en pré-production de solutions innovantes, pour offrir des services nouveaux ou soutenir les métiers par des automatisations. À titre d'exemple, le « *Robotic Process Automation* » (RPA) a pour fonction de remplacer des actes métiers simples, mais fastidieux, par des automatismes : plusieurs robots sont actuellement en fonctionnement dans des organismes du SCA ou en cours d'étude pour une mise en service prochaine. On peut également citer la réalisation du maquettage fonctionnel de l'outil nommé NOMAD, réalisé en seulement deux mois, dont l'objet est la réservation d'espaces de travail ou réunions depuis un smartphone ou un poste fixe en réponse au besoin croissant de « *flex office* ». Cet outil est la suite logique des nuits de l'innovation portées par les élèves de l'ECA : il reprend les fonctionnalités d'e-office, lauréat de la troisième nuit de l'innovation, et celles de NOMAD, finaliste de la deuxième nuit de l'innovation. Le bureau Transformation numérique s'occupe précisément de l'organisation annuelle de ces nuits de l'innovation. Ces séquences sont construites sur le principe d'un hackathon⁵ au cours duquel les élèves de l'ECA, accompagnés d'ambassadeurs digitaux, imaginent des solutions digitales répondant à des sujets métiers d'actualité au SCA.

Le bureau est également partie prenante sur le conseil et la conduite de projet, notamment sur les projets dits complexes comme celui de l'Agence de Mobilité des Armées (projet AMA) dans le domaine des déplacements professionnels. Ce projet doit répondre aux objectifs du plan Famille et vise à donner davantage d'autonomie aux administrés dans l'organisation de leurs missions et à alléger l'impact du coût de ces déplacements.

À cet effet, une application sur smartphone, nommée ALIDADE, est en cours de développement. Elle permettra, dans un premier temps, aux ressortissants du MINARM d'effectuer leurs réservations de trains

et d'hôtellerie. Dans un second temps, elle pourra également donner accès à des prestations complémentaires telles que la prise en charge de la restauration privée, le scan des factures, la gestion de l'ordre de mission, l'affichage des e-billets et QR-Codes nécessaires à la mission.

⁵ Marathon de programmation ou programmation, événement durant lequel des groupes de développeurs volontaires se réunissent pendant une période de temps donnée afin de travailler sur des projets de programmation informatique de manière collaborative

LE PÔLE NUMÉRIQUE

Rattaché fonctionnellement à la Division numérique de la Direction centrale du Service du commissariat des armées (DCSCA), le pôle numérique (PÔLE NUM) du Commissariat des armées est une entité du centre de soutien organique (CSO). Point central de la nouvelle organisation en Direction des Systèmes d'information (DSI) distribuée du Commissariat des Armées, il se positionne comme la tête de chaîne sur les sujets relevant des systèmes d'information et de communication (SIC) du Commissariat des armées. À ce titre, il occupe un rôle de pilotage et d'animation des différentes chaînes du domaine et notamment des bureaux des systèmes d'information des Centres interarmées du soutien (CIS).

Pour cela, il est organisé en trois bureaux qui appuient les différentes chaînes fonctionnelles :

- le bureau soutien national (BSN) pour la chaîne des correspondants SIC (CORSIC) et des responsables techniques de systèmes (RTS) au sein de chaque organisme du SCA ;
- le bureau systèmes d'information et métiers (BSIM) pour la chaîne des responsables de conduite de projet (RCP) au sein des bureaux systèmes d'information (BSI) des centres interarmées du soutien ;
- le bureau homologation SSI (BHSSI), actuellement en cours de montée en puissance, pour la chaîne des responsables SSI référent, projet et application (RSSI-R, RSSI-P et RSSI-A) désignés pour chacun des systèmes d'information du SCA.

LA DIVNUM ET SA VISION

La division numérique s'inscrit dans les pas de l'EMA et travaille aussi bien avec la DGNUM, la DIRISI ou l'Agence du numérique de défense. Dans le domaine des SI, il y a trois grandes étapes. « *Think, build, run* » : celui qui imagine la solution (DIVNUM), celui qui la construit (pôle numérique) et celui qui la fait vivre au quotidien (les bureaux des SI dans les centres interarmées du soutien). Le modèle de la DIVNUM du Commissariat des armées combine réflexion et stratégie globale. Pour en résumer la vision, elle tiendrait en trois projets qui sont autant d'enjeux : la valorisation de la donnée, la cybersécurité et la plateformes de nos services (internet).

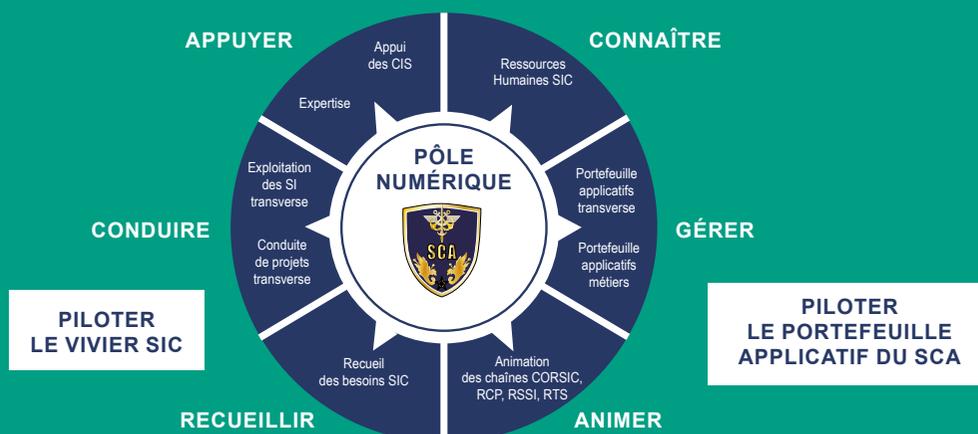
[CRC1 Marc LEMOINE] « *Quatre thèmes pour le numérique en 2022, car fédérer autour d'un objectif commun, c'est accélérer sur le numérique :*

- *simplifier la vie des soutenus et soulager la vie des souteneurs ;*
- *renforcer la résilience de nos systèmes d'information avec un zoom sur la cybersécurité ;*
- *maîtriser la data, c'est-à-dire valoriser la donnée de nos systèmes d'information pour mieux anticiper ;*
- *faire de chaque ressortissant du SCA un acteur de la transformation numérique et chaque acteur de la transformation du Service. »*

Par ailleurs, le PÔLE NUM est responsable du portefeuille applicatif transverse comprenant principalement l'ensemble des systèmes d'information couvrant les fonctions organiques du SCA (RH, Prévention, etc.), complété des SI « orphelins » de centres interarmées du soutien de rattachement (domaines juridique et administration OPEX en particulier) mais aussi des SI plus complexes, recouvrant plusieurs fonctions. Il dispose en son sein de spécialistes apportant une expertise au profit de l'ensemble des projets SI.

Enfin, en appui de la DIVNUM qui définit la stratégie numérique du SCA et à l'image d'un centre interarmées du soutien, il contribue à la définition du schéma directeur numérique et est en charge du pilotage du vivier RH SIC (en tant qu'employeur ou en appui du gestionnaire). Il participe donc à la définition des référentiels en organisation (REO) des organismes du SCA pour les Emplois Type REM (ETR) de la famille professionnelle SIC ainsi qu'au pilotage de la formation dans ce domaine pour l'ensemble des personnels du Service.

PILOTER LA DSI DISTRIBUÉE



LEXIQUE

- **Framework** : environnement de travail d'un système d'information
- **SI** : système d'information
- **Legacy** : toutes les applications existantes qui constituent le patrimoine SI du SCA (synonymes : patrimoine, outils existants)
- **LID** : lutte informatique défensive
- **OSSI-C** : officier de sécurité des systèmes d'information de chaîne
- **RSSI-C** : responsable de sécurité des systèmes d'information de chaîne

EXEMPLE DE MISE EN OEUVRE CONCRÈTE

RPA ou *Robotic Process Automation*

À l'automne 2019, le CRG1 Olivier MARCOTTE, alors sous-directeur numérique, lance une expérimentation de la technologie RPA (de l'anglais *robotic process automation*), conduite au CIMoB à partir de juin 2020. Le premier processus automatisé, livré à l'été, a connu un grand succès auprès des agents !

La RPA est une solution logicielle visant à automatiser des tâches bureautiques répétitives à faible valeur ajoutée. Cette technologie se met en œuvre à travers un assistant virtuel, qui répète à l'identique les actions des agents sur leur poste de travail. La RPA permet de prendre en charge des processus standardisés et répétés, qui peuvent ainsi être automatisés et optimisés. Les agents peuvent ainsi se recentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée. Son usage génère une économie de temps et les



processus sont traités plus rapidement et avec plus d'efficacité. En effet, le robot peut aussi bien réaliser des copier/coller, compléter des fichiers Excel, envoyer des mails automatiques et bien plus encore. Aujourd'hui ce ne sont pas moins de quatre processus automatisés développés et livrés au profit des organismes du SCA.

L'objectif est avant tout d'améliorer les conditions de travail. La RPA permet plus d'autonomie, un gain de temps conséquent et une réelle montée en compétences des personnels.

Avec la RPA, le Commissariat des armées s'inscrit dans une dynamique de productivité collective !

3 QUESTIONS À ... SABRINA, APPRENTIE AU SEIN DE LA DIVNUM

QUELLE EST VOTRE FORMATION INITIALE ET POURQUOI AVOIR POSTULÉ AU SEIN DE LA DIVISION NUMÉRIQUE ?

J'ai une formation pluridisciplinaire, avec un bac scientifique et une licence LEA commerce (Langues étrangères appliquées au commerce). Ma curiosité pour les nouvelles technologies et le domaine de l'innovation m'a conduit à entamer un master dans le management de l'innovation numérique à l'Institut francilien d'ingénierie des services (composante de l'université Gustave Eiffel à Marne-la-Vallée). J'ai choisi de postuler au Commissariat des armées au cours de l'année 2020 dans le cadre de mon master en alternance. Une telle expérience était pour moi l'occasion de m'impliquer dans la transformation numérique des services et d'apporter un regard nouveau. Cela fait désormais un an que je suis apprentie à la Division numérique au sein du bureau « Transformation numérique ».

COMMENT AVEZ-VOUS CONNU LE COMMISSARIAT DES ARMÉES ?

C'est au cours d'un « *job dating* » organisé par mon établissement de formation que j'ai entendu parler de la plate-forme « Première expérience Défense », sur laquelle j'ai découvert l'offre d'alternance sur le projet LMS (Learning Management System) du SCA. Ce projet consistait à déployer une plate-forme centralisée et dynamique d'*e-learning* pour les écoles : ECA, ELoCa de Roanne et EFQ. Je recommanderais mon alternance avec beaucoup de ferveur et je l'ai déjà fait auprès de mes camarades de formation. L'apprenti est ici considéré comme un membre à part entière de l'équipe et se voit confier des responsabilités valorisantes. On est bien encadré et surtout écouté !

QUELLES SONT VOS MISSIONS AU SEIN DE LA DIVNUM ?

Ma première année de master en alternance était axée sur la gestion de projet. J'ai donc eu l'opportunité de travailler sur le projet LMS (*learning mana-*



gement system) et de rencontrer de nombreux acteurs au sein du Service ou de sociétés extérieures. Cela a été enrichissant à tout point de vue puisque j'ai pu m'acculturer au cadre militaire, au numérique et au travail en mode projet. J'ai découvert un environnement bienveillant, rigoureux et qui pousse au dépassement de soi. Pour ma dernière année de master, j'entame de nouveaux travaux dans le domaine du marketing digital. Un domaine que j'ai découvert au cours de mon alternance et qui me plaît de plus en plus.

Pour mes missions de marketing digital, je pratique une veille technologique régulière en assistant à des webinaires de l'AID (Agence de l'innovation de défense), de DTPM et de prestataires externes. Je rédige par la suite un compte-rendu que je sou mets à mes supérieurs hiérarchiques. Une fois la validation obtenue, je publie un article sur un espace de partage virtuel et sur l'Espace du Numérique (page en construction sur le site Intradef du SCA). Par ailleurs, je suis en charge d'organiser les webinaires #Transformeurs, destinés à promouvoir les technologies innovantes internes ou externes auprès des services et centres experts du SCA représentés par leurs ambassadeurs digitaux.

LES BONS RÉFLEXES EN CYBERSÉCURITÉ

Station blanche

Contrôlez
vos supports amovibles
avant de les insérer
dans votre poste de travail



La station blanche la plus proche est située

Sauvegardez vos données

Verrouillez votre ordinateur :



+ L

Arrêt

Éteignez votre poste de travail en fin de journée

Surveillez

Le personnel qui travaille dans vos locaux
(prestataires, livreurs...)

Rappel

Toutes vos actions informatiques sont tracées
et archivées

Règles de Confidentialité

Internet est NON PROTÉGÉ !

Alerte virale

1. débranchez le câble réseau
2. laissez l'ordinateur allumé
3. ne déconnectez rien du PC
supports amovibles et autres
4. rendez compte au CSSI/ALID

eMail suspect ?

Phishing Ransomware Virus



1. je ne l'ouvre pas
2. je rends compte au CSSI/ALID

Smartphone

1. jamais branché sur un ordinateur
2. mis en charge sur une prise électrique murale

Mot de passe

1. il est strictement personnel
2. il ne dit rien sur moi
3. un mot de passe par application
4. je le retiens sans l'écrire

Clé USB personnelle : interdite !



Donnée sensible : chiffrée avec Acid

Secret/Très secret : interdit sur Intradef et Internet

Vous avez un problème ?

Informatique -> demande d'intervention ->

Incident LID -> compte-rendu ->

Vos correspondants

CORSIC

CSSI/ALID

OSSI-C SCA sca.ossic.fct@intradef.gouv.fr

LES ELoCA, AU CŒUR DE LA SUPPLY CHAIN DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Les établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) d'Angers et de Châtres, respectivement spécialisés dans le conditionnement des vivres opérationnels et la distribution de l'habillement, bénéficient d'une visibilité médiatique régulière¹. Si leurs missions font partie des domaines historiques et emblématiques du Commissariat des armées, le spectre du soutien serait couvert de manière incomplète sans le concours de leurs trois frères : les ELoCA de Brétigny et de Marseille, établissements « mixtes » traitant de l'habillement et du soutien de l'Homme (SH), et l'ELoCA de Roanne, qui assure entre autres la maintenance des matériels SH.

Ces cinq établissements sont essentiels au fonctionnement de la chaîne logistique, dont le Commissariat des armées est responsable. La première visite de commandement du directeur central du SCA, le CRGHC Philippe JACOB, s'est d'ailleurs déroulée à l'ELoCA de Brétigny, le 7 avril 2021. Un signal fort, renforcé par le fait qu'il s'est rendu dans l'ensemble de ces établissements, disséminés sur le territoire national, au cours des six premiers mois suivant sa prise de poste à la tête du Service.

« Dans son histoire, entre Barkhane, Sentinelle ou la crise liée à la pandémie de COVID-19, le Service a toujours su répondre présent et il s'est appuyé sur ses ELoCA. Un zoom très net a été mis sur la logistique. On sent bien qu'elle se situe au cœur de la militarité. »

CRP Dominique, BLOG/DC SCA

À présent que le modèle de fonctionnement des groupements de soutien des bases de défense est posé, l'ambition du directeur central est en effet de valoriser toujours davantage ces établissements logistiques en tant qu'opérateurs résilients et modernes au cœur de la *supply chain* du SCA, à la

hauteur des ambitions du Service pour le soutien des forces en équipements du Commissariat.

En témoigne également le séminaire des ELoCA, qui s'est déroulé à Roanne à l'automne 2021. Ce dernier portait sur la stratégie d'amélioration continue des ELoCA et s'appuyait sur des plans de progrès pour la période 2022-2023. « Ces séminaires sont vraiment essentiels, ils démontrent la capacité de ces entités à fonctionner en réseau, en vue de partager expériences et bonnes pratiques », a d'ailleurs souligné le DC SCA. Si des sujets techniques (budget, PMRIE², soutien en opérations) ont été abordés, le séminaire a surtout permis de poser la feuille de route des ELoCA pour les années à venir. Cette dernière, structurée par le CIMCI³ en cohérence avec le schéma directeur logistique 2020-2023, s'inscrit dans le projet complexe de l'EMA



« transformation de la *supply chain* ». Les deux chantiers de modernisation majeurs (Châtres et Angers) ne doivent pas cacher les nombreuses actions réalisées ou initiées dans les trois autres ELoCA.





Les axes de travail qui attendent les ELoCA au cours des années à venir ont donc été posés (management, création d'une communauté logistique, nouveaux outils, emploi des systèmes d'information (SI), pilotage des stocks et des flux, élimination⁴) et mis en perspective dans l'évolution globale de la chaîne logistique. Cette rubrique est l'occasion de faire le point sur ces éléments, mais aussi de revenir plus précisément sur le rôle, l'organisation et les évolutions de ces cinq établissements, avec leurs points communs et leurs spécificités.

TOUR DE FRANCE DES ELoCA

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE... LES EXPERTS DE L'ELoCA DE ROANNE

L'ELoCA de Roanne héberge notamment l'un des trois pôles de formation du Commissariat des armées, aux côtés de l'École des commissaires des armées (ECA) et de l'École des fourriers de Querqueville (EFQ). Cet établissement, fort de ses 151 personnels, civils, militaires, réservistes, mobilisés quotidiennement pour soutenir les militaires français déployés partout dans le monde, était initialement dédié à la maintenance et à la logistique des équipements militaires. Unique en son genre au sein du ministère des Armées, il assure désormais une triple mission...

La première mission est conduite par la division « formation technique »

Son objectif est de transmettre les connaissances et les savoir-faire nécessaires aux personnels civils et militaires du ministère dans les domaines du chaud, du froid, de la climatisation, de l'électrotechnique, des moteurs thermiques et des groupes électrogènes.



Visionnez le reportage de TL7 consacré à l'ELoCA de Roanne en scannant ce QR Code !

« Le but des formations, c'est que nos stagiaires deviennent des maintenanciers dans les types de matériels que nous traitons, pour leur permettre d'être projetés en opérations et de soutenir les soldats, et notamment de pouvoir effectuer la maintenance préventive et curative de ces matériels majeurs. »

Adjudant-chef Jean-Marc, formateur à l'ELoCA de Roanne.

Dans ce cadre, pendant les deux jours à six mois qu'ils passent à l'ELoCA de Roanne, les stagiaires acquièrent une expertise. En plus des cours théoriques qui leur sont enseignés, plus de 4 000 m² d'ateliers leur sont dédiés pour les entraîner aux conditions du réel. De la théorie à la pratique, ils s'exercent par exemple au sein de chambres froides dans lesquelles ils démontent et remontent l'intégralité d'un matériel. Des outils pédagogiques, sur lesquels des pannes sont simulées, sont également mis à leur disposition dans cette perspective.

¹ Entre autres : JT de 20h de TF1 sur les rations, intitulé « Suprématie française, des rations militaires aux petits oignons » : diffusé le 8 septembre 2019, sur le treillis F3 diffusé le 8 juillet 2021, article de Ouest France sur les rations publié le 13 juillet 2021, article de Néon le 25 octobre 2021.

² Prévention Maîtrise des Risques - Incendie - Environnement

³ CIMCI : Centre Interarmées du Soutien Métiers et Contrôle Interne

⁴ Un plan d'élimination consiste à passer en revue les stocks et à éliminer le matériel vétuste ou superflu. L'objectif n'est pas de tout supprimer, mais de rationaliser les stocks.



Des salles de cours aux cas pratiques, les stagiaires de l'ELoCA sont formés dans les conditions réelles

Les formations de cursus pour les électromécaniciens frigoristes (EMF) du ministère sont réparties en trois niveaux de responsabilité :

- élémentaire, pour former des aides dépanneurs (FACQ) ;
- 1^{er} degré pour devenir chef d'équipe (FS1) ;
- 2^{ème} degré pour prendre la responsabilité d'un atelier (FS2).

La division prépare et propose également des formations d'adaptation :

- pour apprendre à utiliser le système d'information des ateliers du Commissariat (SIATCOM) ;
- pour remettre à niveau des électromécaniciens frigoristes ;
- pour obtenir une habilitation électrique basse tension ;
- pour dépanner une climatisation ;

- pour obtenir l'attestation d'aptitude à la manipulation des fluides frigorigènes (plusieurs catégories possibles).

La deuxième mission de l'ELoCA est assurée par la division « maintenance »

Ses personnels sont chargés de remettre en condition opérationnelle le matériel à leur retour des théâtres d'opération, en respectant les objectifs fixés par la direction centrale en termes de coût, de délai et de qualité. Un élément lourd de cuisson (ELC) utilisé à Gao (Mali), ayant subi plusieurs dommages, notamment au niveau de son armoire électrique, pourra par exemple être rénové au sein de cette division. Chaque année, environ 120 équipements passent entre les mains des techniciens de l'ELoCA.

Lors de sa prise en compte dans le processus de maintenance, le matériel est expertisé pour déterminer

le niveau d'intervention nécessaire à sa remise en condition opérationnelle.

- S'il est trop important (rapport coût de rénovation / coût d'un matériel neuf trop élevé), le matériel sera déconstruit afin de récupérer les pièces de rechange en bon état, qui pourront être réutilisées pour d'autres rénovations.
- Si le matériel est réparable, ses composants seront remis en état ou remplacés par du neuf. Les éléments sont ensuite réassemblés et testés avant de rejoindre un autre ELoCA ou un théâtre d'opération.

La troisième mission est celle de la division « approvisionnement »

Elle assure la réception, le stockage et la distribution des pièces de rechange des matériels du soutien de l'Homme (SH) sur l'ensemble des théâtres en



métropole, en opérations extérieures et en outre-mer, pour permettre aux EMF projetés de les maintenir en état de fonctionnement. Elle dispose pour cela de 1 800 emplacements palettes sur 4 600 m² et de 17 000 m² de stockage extérieur.

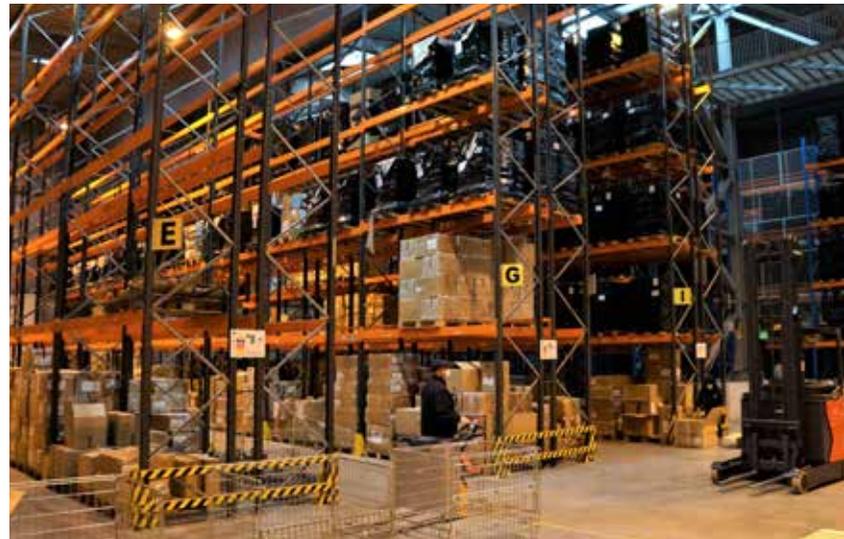
L'ingénieur civil divisionnaire de la défense (ICDD) Pascal LAMBERT confie sa fierté d'être à la tête d'un établissement dont les missions sont indispensables au bon déroulement des projections des forces armées françaises : « *C'est une fierté. L'ELoCA de Roanne est connu de l'ensemble des théâtres opérationnels puisque d'une part, les matériels que nous réparons ici proviennent de ces mêmes théâtres et d'autre part, nous assurons la livraison de toutes les pièces de rechange destinées à l'entretien sur place de ces matériels* ».

HISTORIQUE DE L'ELoCA DE ROANNE

L'ELoCA de Roanne est né du regroupement des missions des établissements de Saint Cyr l'École (78) et d'Ambronay (01), décidé en 2002. Ce n'est pourtant qu'en 2006 que l'Établissement spécialisé du Commissariat de l'armée de Terre (ESCAT) de Roanne a été créé, sur l'emprise de l'ancien arsenal de Roanne. Son intégration au SCA a été actée en 2010 et le changement d'appellation réalisé en 2012.

Directeur de l'établissement : ICDD Pascal LAMBERT

Parfois qualifiés de « jumeaux », les ELoCA de Marseille et de Brétigny sont de vrais couteaux suisses pour le SCA. Ces deux établissements « mixtes », ayant des responsabilités dans les domaines du stockage et de la distribution, à la fois pour l'habillement et le soutien de l'Homme, abritent en outre tous deux un atelier d'entretien du matériel de campagne, une mission importante que n'ont pas les autres établissements. Ils se distinguent néanmoins par quelques spécificités.



L'ELoCA DE MARSEILLE, ÉTABLISSEMENT MULTI-RÔLE DOTÉ D'UN PÔLE NATIONAL D'EXPERTISE BALISTIQUE

Idéalement positionné à équidistance de la zone de rassemblement et d'attente de Miramas, du port « de projection » de Toulon et de la plate-forme aérienne d'Istres, l'ELoCA de Marseille est, comme l'ELoCA de Brétigny-sur-Orge, un établissement logistique « mixte » du Commissariat des armées.

Opérateur orienté prioritairement sur l'axe de la logistique opérationnelle et la satisfaction des besoins collectifs en habillement, vivres opérationnels et en matériels de vie en campagne, l'établissement est riche de 130 hommes et femmes, civils comme militaires.

Il contribue à la préparation du soutien des forces partout dans le monde en métropole, outre-mer et à l'étranger. Grâce à ses savoir-faire reconnus et ses expertises, son personnel contribue aussi directement au contrat opérationnel du Service par la projection de maintenanciers ou de magasiniers. Le soutien métropolitain n'est pas pour autant oublié puisque des équipes mixtes participent également au soutien de nombreux exercices, meetings ou à la mise en place de matériels et équipements, lors du pèlerinage militaire international (PMI) de Lourdes notamment.



Personnel œuvrant sur un matériel à l'atelier chaud et froid (ATCF) de l'ELoCA de Marseille / Matériels de soutien de l'Homme déployés lors du PMI 2019



Performant, agile et résilient, l'ELoCA de Marseille se singularise de l'ELoCA de Brétigny avec son pôle national d'expertise balistique (PNEB) inauguré le 1^{er} octobre 2019. Unique échelon de contrôle des gilets pare-balles (GPB) de nouvelle génération (TIGRE et SMB), ses opérateurs sont chargés de qualifier les éléments de protection (plaques souples et plaques dures) et de régénérer ces gilets.

Au plus fort de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, dès mars 2020, l'établissement s'est réorganisé pour protéger au maximum son personnel tout en assurant ses missions primordiales, dont le stockage et la distribution des effets barrières. En 2020, l'ELoCA s'est particulièrement distingué pour sa contribution aux soutiens des opérations « Résilience » et « Amitié », en apportant respectivement un soutien aux services publics français ainsi qu'à la force projetée et à la population au Liban.

L'ELoCA DE BRÉTIGNY, POINT STRATÉGIQUE DU TRANSPORT DE FRET



L'ELoCA de Brétigny est chargé du soutien des formations en métropole, en outre-mer et en opérations. Il œuvre dans le domaine de la distribution d'habillement, de protection balistique, de campement, de couchage, d'ameublement, de vivres de combat, de tissu et de matériels de campagne. Ainsi, il réceptionne, stocke et expédie lesdits équipements et matériels au profit des GSBdD, mais aussi des entités implantées sur les théâtres d'opérations extérieures et en outre-mer. L'ELoCA de Brétigny dispose d'une division « maintenance », destinée à garantir le maintien en

À MARSEILLE, UN CONTENEUR TRANSFORMÉ EN ABRI MOTOS

Constatant l'absence de lieu dédié au stationnement des motos sur le site de l'ELoCA de Marseille, il a été décidé de transformer un conteneur hors d'utilisation en abri motos. Une belle preuve d'ingéniosité pour les concepteurs, des motards satisfaits et au bilan toutes les formations de la base de Marseille qui en réclament. Un succès inattendu qui fait des heureux.

Directeur de l'établissement : CRC2 Hervé NICOLAS



condition des matériels de campagne du SCA (remorques, conteneurs frigorifiques, citernes, etc.)⁵ et d'un atelier de menuiserie dédié à la rénovation des mobiliers de prestige destinés aux hôtels de commandement.

Il soutient également de grands exercices nationaux (14 juillet, plan Neptune, plan Seine, etc.) ou opérationnels, à travers des prêts de matériels.

Une des spécificités de cet ELoCA est de disposer d'une voie ferrée très étendue permettant la densification du transport de fret. Il est de ce fait un vrai relai ferroviaire sur la plaque parisienne. Les conteneurs arrivent à Brétigny et le centre des transports et transits



de surface (CTTS⁶) vient y décharger les trains. Un partenariat existe également avec le 19^e régiment du génie (19^e RG), ainsi qu'un projet avec l'Économat des armées, qui envisage d'utiliser davantage ce réseau ferroviaire spécifique. Ainsi, lorsqu'il envoie des conteneurs en OPEX, l'EdA pourra les faire partir de Brétigny et non plus de Saint-Nazaire.

⁵ Maintenance préventive et curative

⁶ Situé en région parisienne, le Centre des transports et transits de surface (CTTS) achemine par voie de surface, en permanence et sans délai, tout type de matériels au profit des organismes du ministère des Armées

À BRÉTIGNY, DE GRANDS CHEFS CUISINENT SUR UN ETRAC

Le 15 juin 2021, à l'occasion de la journée des blessés de l'armée de Terre, qui s'est tenue dans le jardin du gouverneur militaire de Paris aux Invalides, les chefs cuisiniers Thierry MARX, Alexandre BERTHOD et Fabrice PROCHASSON ont pu exprimer leurs talents sur une cuisine de campagne nouvelle génération. Deux frigoristes de l'ELoCA étaient présents pour assurer l'assistance technique.

Directeur de l'établissement : CRC1 Georges-Marcel VALMARY



1

2

1. Le directeur central du SCA à l'atelier de rénovation lors de sa première visite de commandement à l'ELoCA de Brétigny en avril 2021
2. Un électromécanicien frigoriste (EMF) de la division « maintenance » entretenant une remorque-douche

L'ELoCA DE CHÂTRES, PLATE-FORME ULTRA-MODERNE DE DÉLIVRANCE DES EFFETS D'HABILLEMENT

L'ELoCA de Châtres est le cœur fonctionnel de la politique de l'Habillement des armées. Il est spécialisé dans la réception des marchés passés par le Commissariat, le stockage et la distribution individuelle et collective (ravitaillement des magasins des GS) d'effets d'habillement au profit du personnel des trois armées et des services interarmées.



Croquis de la vue aérienne de l'entrepôt de Châtres « nouvelle génération »

À titre collectif, il détient et distribue à toute la chaîne du soutien, par l'intermédiaire des GSBdD, les premières dotations d'effets de la tenue de service courant (TSC), les effets de combat, les effets de sport ainsi que certains effets spécifiques. L'établissement participe également au soutien des forces pré-positionnées, projetées ou de souveraineté par la délivrance de tout ou partie de ces articles ou encore des effets outre-mer.

À titre individuel, il offre un service de distribution par correspondance (DPC) au profit du personnel bénéficiaire. Ce service permet d'assurer le renouvellement de l'habillement du militaire dans des délais réduits et sur des points de livraison couvrant l'ensemble du territoire métropolitain.



Cet ELoCA présente une situation géographique favorable, mais surtout une capacité de stockage importante et des processus adaptés depuis la décision prise en 2013 par le ministre de la Défense, Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, de ne pas externaliser l'Habillement. Dès lors, trois actions majeures ont été menées : la construction d'un entrepôt neuf à Châtres, permettant le déploiement de la distribution par correspondance (DPC) auprès de l'ensemble des armées (projet e-Habillement, aujourd'hui en production) et la création d'un logiciel pour les magasins locaux (SIL couche basse).

Aujourd'hui, Châtres « nouvelle génération » (NG), inauguré en novembre 2019 par la ministre des Armées, Madame Florence PARLY,



est une réelle source de fierté pour le Service, tant au niveau des méthodes de travail que de l'infrastructure. Ses capacités de stockage et de production sont inédites. Illustration en quelques chiffres...

Cet entrepôt unique de 36 000 m² regroupe dans une seule et même structure l'équivalent des 30 bâtiments de stockage et de production de l'ancien ELoCA. L'ELoCA NG répond aux besoins de près de 240 000 personnes du ministère des Armées. 115 000 terriens, 36 000 marins, 41 000 aviateurs, 13 000 militaires dans les directions et services et 30 000 réservistes sont concernés.

La fonction Habillement est fondamentale pour les armées et l'ELoCA NG de Châtres incarne le renouveau du soutien qui se place désormais à hauteur d'Homme.

« Si nos combattants sont aujourd'hui mieux protégés, c'est grâce à vous [...] Il s'agit d'assurer la qualité et le haut niveau de préparation opérationnelle de nos soldats. » Madame Florence PARLY, ministre des Armées, lors de son allocution le 8 novembre 2019, pour l'inauguration de l'ELoCA de Châtres

En outre, ce projet s'est pleinement inscrit dans l'esprit de la LPM⁷ à hauteur d'Homme, garantissant le financement des équipements du combattant et la modernisation des outils logistiques du Service. Fort de ses cinq alvéoles dédiées au stockage et de sa chaîne de préparation de commandes, l'ELoCA NG rassemble automatisation, numérisation et système mécanique. Il traduit une réelle modernisation du SCA et l'amélioration du service rendu aux militaires et aux unités soutenues. La mise en production de cette nouvelle plate-forme logistique a coïncidé avec l'arrivée d'effets de nouvelle génération (tenue de sport renouvelée, gants de combat, sous-vêtements temps froid techniques, couteau de combat, d'assistance et de vie en campagne, etc.) dont elle favorise le déploiement rapide auprès des forces.

Un challenge fonctionnel, humain et technique relevé grâce à la mobilisation des équipes du Commissariat des armées.

Directeur de l'établissement : CRC2 Claude RUFFET

⁷ LPM : loi de programmation militaire



L'ELoCA D'ANGERS, CENTRE DE CONDITIONNEMENT DES RATIONS DE COMBAT DES FORCES FRANÇAISES



L'ELoCA d'Angers réalise le conditionnement des rations de combat (2 millions par an en moyenne), assure la traçabilité et la conformité des produits les composant, entretient une partie du stock de sécurité de vivres opérationnels (environ 500 000 RCIR et 200 000 litres d'eau) et enfin, approvisionne les forces tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures.

La délivrance des vivres opérationnels se fait via les établissements du Commissariat des armées et les GSBdD aux unités de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air et de l'Espace en France, outre-mer et à l'étranger ainsi qu'à des entités hors MINARM : unités de sécurité civile, des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), ainsi qu'à certains clients étrangers (ONU, armées étrangères, etc.).

LES RATIONS, DANS QUEL CONTEXTE ?

Les rations alimentaires de l'armée française sont fournies par le Commissariat des armées aux soldats opérant sur le terrain

lors de la première entrée des forces sur un territoire

en appont, lorsque les forces sont mobiles

dans la constitution de stocks de sécurité pour assurer la résilience

Toutefois, les solutions de restauration collective (cuisines de campagne, Élément TRActé de Cuisson, ou ETRAC) sont privilégiées.

L'ELoCA d'Angers est l'héritier des établissements des subsistances d'Angers et de Nevers. Jusqu'en 1992, la fabrication des rations individuelles se faisait sur des chaînes manuelles où seuls les tapis de circulation des boîtes étaient mus par un moteur. Depuis sa robotisation en 1993, l'ELoCA se pose comme une unité atypique au sein du Commissariat de l'armée de Terre puis des armées. Les tâches principales sont réalisées par des robots pilotés, approvisionnés et gérés par des opérateurs qui ont su, au fil des années, s'adapter à ces nouveaux outils et nouvelles technologies.

Aujourd'hui, l'ELoCA d'Angers est devenu un outil extrêmement moderne. Les constituants de la ration de combat sont réceptionnés par le magasin du centre de conditionnement et font l'objet de contrôles quantitatifs et qualitatifs stricts (examens micro biologiques et chimiques) pratiqués par le laboratoire du Commissariat des armées (LABoCA), attendant à l'ELoCA. C'est seulement après avoir satisfait à tous ces contrôles qu'ils peuvent être conditionnés en rations de combat.

Transférés sur la ligne robotisée de conditionnement (14 robots et leurs périphériques, 6 machines d'emballage, l'ensemble géré par des automates programmables), ils sont alors assemblés en rations de combat individuelles réchauffables (RCIR) ou rations individuelles d'exercice (RIE) identifiées par un code-barres unique, pour en assurer la traçabilité, et regroupées dans un carton muni d'un code 2D indiquant la date limite d'utilisation optimale (DLUO) de chaque composant alimentaire.



Trois modules robotisés permettent ce conditionnement : un module de déboxage, un module de chargement, un module de palettisation/panachage. Les palettes de produits finis sont toutes identifiées par un code barre avant d'être stockées dans l'entrepôt.

L'ELoCA est également équipé d'un palettier monté en allées étroites comportant 5 200 emplacements palettes. Les manutentions sont effectuées par des chariots élévateurs classiques

et des chariots élévateurs à nacelle élévable et à tête de fourches tri-directionnelle. Tous les chariots sont radio-pilotés (wifi), dotés de terminaux embarqués et de pistolets lasers pour la lecture des codes-barres.

Les stocks et les mouvements à l'intérieur de l'entrepôt sont gérés par un progiciel de gestion intégré (PGI) spécifique, qui permet aussi d'assurer la traçabilité à chaque étape.

En moyenne chaque année, 2 millions de rations sont conditionnés. Ce qui représente 36 millions de constituants, 20 000 tonnes manipulées, 2 500 tonnes expédiées et 5 000 prélèvements d'échantillons soumis à analyses.



Revoir le « 60 secondes Défense » consacré aux rations de combat !

Parallèlement, le centre de conditionnement met en œuvre des chaînes semi-automatiques ou manuelles pour réaliser des programmes beaucoup plus modestes en quantité des rations dites « spéciales ». Il s'agit par exemple des rations individuelles lyophilisées (RIL), des rations d'urgence (RU) et des rations de survie (RS) afin de répondre aux besoins des armées. Les services comptables, logistiques et de maintenance de l'établissement y sont évidemment associés.

Il participe également, lorsqu'il est sollicité, aux ravitaillements d'urgence. Ainsi, en juillet 2020, différents lots de RCIR ont été expédiés au Liban en 24h, dans le cadre de l'opération « Amitié ». Activés sur un très court préavis le jeudi à 14h, les caristes chargeaient les conteneurs sur les vecteurs le lendemain à la

même heure. Cet épisode a démontré que l'établissement était organisé et prêt à répondre aux sollicitations dans son cœur de métier.

Récemment, l'ELoCA d'Angers a bénéficié d'une étude d'un cabinet de conseil. Cela a abouti à la mise en place d'un projet de modernisation afin d'augmenter la capacité de production. Ce chantier conduira à une refonte totale de l'outil et des méthodes de production. Cette modernisation fait écho au risque de durcissement des conflits (hypothèse d'engagement majeur). Dans ce cas de figure, un outil plus résilient pourra en effet permettre d'assembler davantage de rations de combat et donc de monter en puissance rapidement.

Directeur de l'établissement : IDEF Christophe ALLAIN

LES ELoCA, VÉRITABLES LABORATOIRES D'INNOVATION DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Petit à petit, les ELoCA sont devenus de véritables laboratoires d'innovation, qu'il s'agisse de la mise en place de matériels logistiques innovants ou de bonnes pratiques managériales. Ils disposent d'une grande autonomie, tant sur le plan de la recherche que sur celui des propositions.

À Brétigny, par exemple, les équipes n'hésitent pas à se rendre à des salons professionnels pour découvrir ce qui se fait à l'extérieur du ministère, piocher des idées, importer des projets. En cela, le séminaire qui les a réunis en octobre visait aussi à fédérer une communauté des ELoCA, à même de communiquer facilement et d'échanger sur leurs trouvailles et leurs expérimentations. *In fine*, l'innovation pourra infuser l'ensemble du Service et, pourquoi pas, s'insérer jusqu'au cœur des GSBdD.

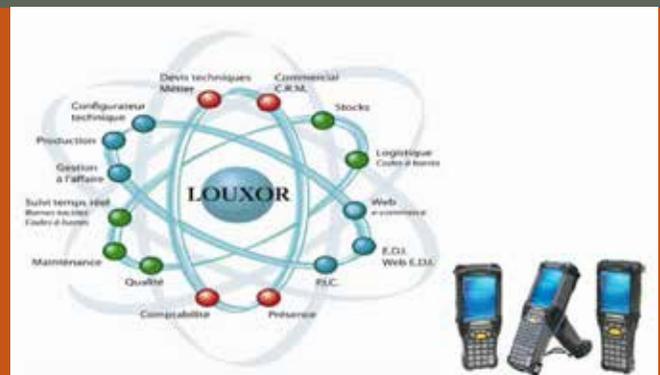
Les innovations mises en place, ou à l'étude, visent plusieurs objectifs. En particulier, l'accroissement de l'assistance au personnel dans un souci d'ergonomie et de lutte contre les TMS - Troubles musculo-squelettiques (robots mules et projet de modernisation des inventaires par l'utilisation de drones à Châtres, exosquelettes et aide au port de charges lourdes par des systèmes de ventouse, solution de stockage robotisée à Roanne, robots balayeurs et porte palettes, filmeuses et cerceuses automatiques, etc.).

Panorama rapide - et non exhaustif - des pépites d'innovation qu'hébergent nos ELoCA, dans un but unique : toujours mieux servir.

À ROANNE

Montée en puissance de la division « maintenance »

Aujourd'hui, afin de moderniser ses pratiques et d'améliorer sa productivité, l'ELoCA de Roanne, avec l'appui du bureau innovation de la DC SCA, a lancé des études sur des investissements potentiels au profit de sa division « maintenance ». Il s'agit notamment d'un potentiel passage en gestion « code-barres », de l'acquisition du module Louxor « terminal portable Wi-Fi » ou encore de l'installation d'une imprimante 3D.



À MARSEILLE

Modernisation de la gestion des gilets pare-balles

Afin de poursuivre la dynamique de modernisation qui infuse l'ensemble du Service, mais aussi d'optimiser son fonctionnement, de former ses personnels et d'améliorer leurs conditions de travail, l'ELoCA de Marseille est en perpétuelle transformation. Afin de se maintenir dans le rang des leaders de la logistique opérationnelle, il a déployé plusieurs innovations :

- un sharepoint pour permettre une diffusion instantanée des informations,
- le renouvellement de ses équipements transitiques⁸,
- la révision de certaines méthodes de travail,
- la formation des personnels encadrants, face à des situations contextualisées,
- l'acquisition d'équipements ergonomiques,

- le raccourcissement et la planification des cycles d'élimination pour avoir une dynamique d'assainissement des stocks,
- la lutte contre l'obsolescence du stock et contre la création d'excédents de stock.

Compte-tenu de ses missions particulières que sont la gestion et l'entretien des gilets pare-balles, une expérimentation est en cours sur un système de traçabilité des effets balistiques (TEB), reposant sur la technologie RFID HF (*Radio Frequency Identification*), qui désigne une technologie d'identification et de suivi d'objets sans contact physique). L'objectif visé est d'améliorer la traçabilité des GPB afin d'augmenter l'assurance pour les soldats que tout a bien été contrôlé.

⁸ La transitique est la logistique interne d'une entreprise, et l'ensemble des opérations permettant le convoyage, le transfert et la manutention de matières, de produits et d'information (systèmes de manutention classiques, convoyeurs divers, chariots filo-guidés, machines de tri et de préparation de commande / picking / prélèvement de marchandises, etc.)

À BRÉTIGNY

L'innovation au service d'une productivité maîtrisée

Depuis quelques années, l'ELoCA de Brétigny cherche à améliorer la qualité de travail du personnel, tout en veillant à réduire le risque de troubles musculo-squelettiques (TMS). Dans cette perspective, il s'est équipé de plusieurs machines de manipulation et d'engins de manutention assistés, tel qu'un exosquelette actuellement en attente de réception (manipulateur zone picking, MZP).



Bras de manipulation installé sur un transpalette électrique pour la prise de caisses, cartons et sacs dans les entrepôts logistiques

En outre, l'ELoCA de Brétigny a été précurseur dans le déploiement du système d'information (SI) ARES. Cette interface, dont les travaux préparatoires ont débuté au début de l'année 2017, permet le transfert d'informations entre deux SIL (systèmes d'information logistiques) majeurs déployés au sein du Commissariat des armées (ARES, dédié à la gestion logistique de la ressource, et SILRIA, dédié au suivi logistique de la ressource). Une aubaine, dans la mesure où ces SI rythment clairement l'activité quotidienne des personnels des ELoCA. Au lendemain de ce déploiement, des personnels de l'établissement témoignaient :



« En dépit des difficultés initiales inhérentes au lancement de tout outil informatique, les évolutions et corrections successives ont permis d'aboutir à un logiciel qui offre aujourd'hui aux opérateurs SILRIA un gain de temps considérable - moins de saisies à effectuer - et aux traitants ARES un moyen de maîtriser et de contrôler les « unités de manutentions » expédiées (justesse des données concernant le gabarit du fret) » (ndlr. Extrait de l'article du 31/08/2017 à retrouver sur le site du SCA).

Ce SI et son articulation avec le travail effectué sur le terrain ont d'ailleurs été présentés au directeur central du Service à l'occasion de sa visite de l'établissement le 1^{er} septembre 2021.

À CHÂTRES

Une perpétuelle recherche d'amélioration

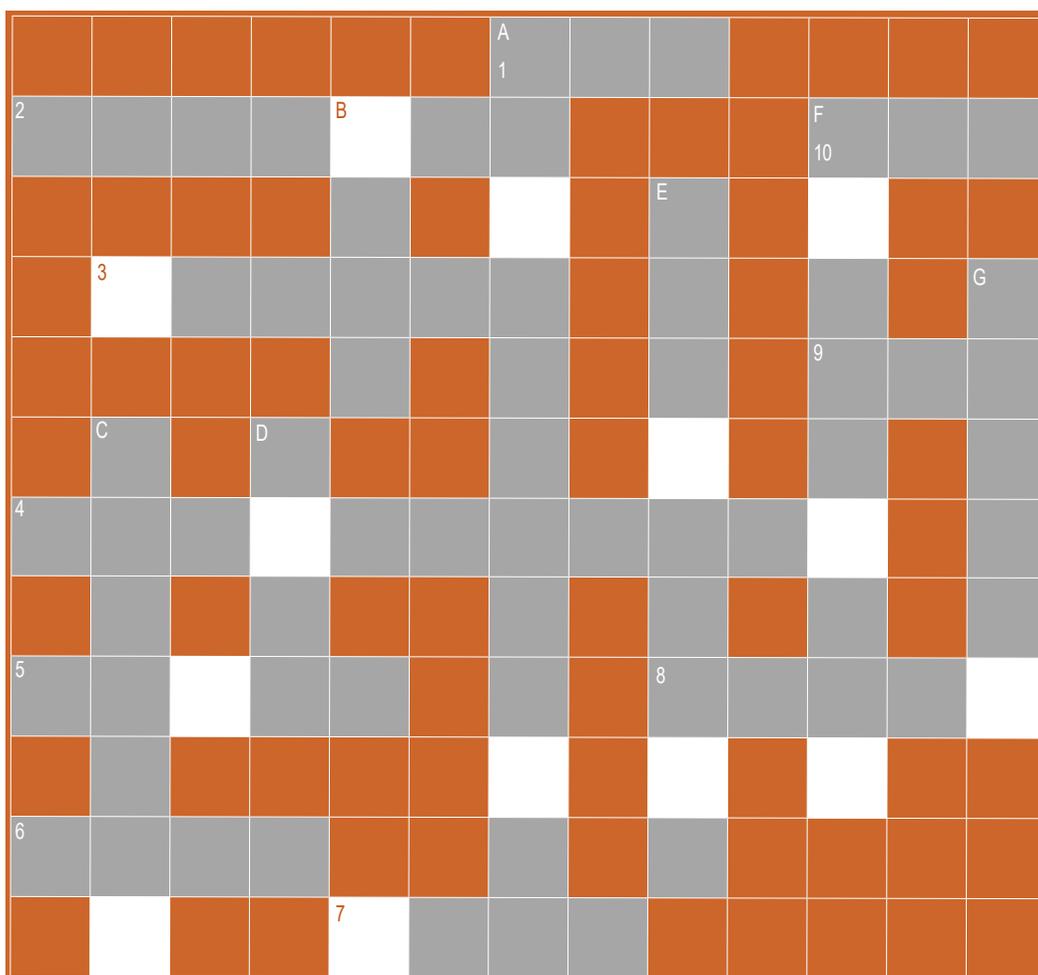
Même à Châtres, établissement dit de « nouvelle génération », la recherche de l'amélioration est constante : des systèmes de robots palettes pouvant se déplacer en autonomie dans l'entrepôt sont expérimentés, ainsi que des robots suiveurs, qui emboîtent le pas aux magasiniers. Châtres projette également de mettre en place un inventaire par drone. Preuve du niveau d'avancée de cet ELoCA : les nombreuses visites d'autorités et de services, dont M. Gilles LARA-ADELAÏDE, directeur adjoint du cabinet civil et militaire (C2) de la ministre des Armées, le 28 octobre dernier.

Visite du directeur adjoint du cabinet civil et militaire (C2) de la ministre des Armées, le 28 octobre dernier, à l'ELoCA de Châtres, accueilli par le directeur central



MOTS CROISÉS SUR LES ELoCA

Le mot caché désigne un mode d'amélioration du travail !



VERTICAL

- A. Innovation mise en place à Brétigny pour lutter contre les TMS
- B. SI déployé à l'ELoCA de Brétigny
- C. Conditionnées à l'ELoCA d'Angers
- D. CIS spécialisé dans les sujets « équipements » du Commissariat
- E. Transformé en abri motos à Marseille
- F. Position de l'ICCD Pascal LAMBERT à l'ELoCA de Roanne
- G. Travaille de concert avec l'ELoCA d'Angers

HORIZONTAL

- 1. Acronyme de l'un des métiers emblématiques enseignés à l'ELoCA de Roanne
- 2. Terme souvent utilisé pour désigner les ELoCA de Marseille et Brétigny
- 3. ELoCA spécialisé dans le conditionnement des rations
- 4. Spécialité de l'ELoCA de Châtres
- 5. CIS patron des ELoCA (sauf Angers)
- 6. Spécificité de l'ELoCA de Marseille
- 7. Opérations extérieures dans le jargon militaire
- 8. Ils sont au nombre de cinq
- 9. Acronyme pour désigner l'état-major des armées
- 10. Un des modes de distribution utilisé par l'ELoCA de Châtres

RENCONTRE AVEC LE CRC1 SAMMY

MEMBRE PERMANENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE

Le commissaire en chef de première classe Sammy s'est engagé en 1992. Il a servi sur les bâtiments de la Marine nationale (Foch, Clemenceau, La Fayette, Jules Verne, Charles de Gaulle), en état-major central (IGAM, EMA, EMM, DC SCA) et en outre-mer. Acteur dès les premières heures de la réforme des soutiens communs au sein de l'échelon de préfiguration de la DC SCA à Balard, il a occupé différents postes au sein du Commissariat des armées : responsable du pilotage et du contrôle de gestion à la direction centrale, secrétaire général du Conseil de la fonction militaire du SCA, conseiller personnel militaire du directeur central et chef de corps du groupement du soutien du personnel isolé (GSPI). Le 17 mars dernier, il a été élu pour représenter les commissaires et les aumôniers au sein du conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM).

BONJOUR MONSIEUR LE COMMISSAIRE EN CHEF, VOUS ÊTES ACTUELLEMENT MEMBRE PERMANENT DU CSFM... MAIS QU'EST-CE DONC EXACTEMENT ?

Le CSFM est l'instance supérieure du dialogue social, appelée « concertation » pour les militaires, entre la ministre des Armées et les représentants des militaires des forces armées et formations rattachées, y compris la Gendarmerie nationale. Cette instance regroupe 45 militaires élus par et parmi les membres des neuf conseils de la fonction militaire (CFM Terre, CFM Marine, CFM Air, CFM GEND, CFM SSA, CFM DGA, CFM SCA, CFM SID, CFM SEO). Ils exercent leur fonction à temps plein et sont mis pour emploi au CSFM à l'École militaire. Ils continuent cependant d'être affectés dans leur formation d'origine, afin de maintenir les liens avec leurs camarades au sein des formations des armées. Des retraités militaires y sont également représentés.

Les membres du CSFM sont étroitement associés à la rédaction de tous les projets de textes législatifs ayant une incidence sur la condition militaire. Leur avis est réglementairement requis par la DRH MD avant transmission des textes à la signature des autorités. Le fonctionnement du CSFM est organisé en trois commissions spécialisées, au sein desquelles sont répartis les membres afin de développer leurs connaissances et capacités d'analyse dans les domaines relevant de la concertation (Statuts ; Rémunération et pensions ; Conditions de vie).

Concrètement, les membres du CSFM passent 50 % de leur temps dans les formations et 50 % à Paris pour l'étude des textes et l'analyse des préoccupations communes aux militaires. Lors des sessions plénières présidées par la ministre des Armées, les échanges sont nourris et fructueux avec les hautes autorités du ministère afin d'évoquer les principaux sujets de préoccupation et de satisfaction des militaires et de leurs familles dans l'exercice de leur métier.

Cet ensemble de militaires, provenant d'horizons divers et constitué de tous les grades, est d'une grande richesse pour faire progresser collectivement



la condition militaire dans tous ses aspects. La ministre des Armées y accorde une grande attention en tant que tête de chaîne de la concertation militaire et relai privilégié des préoccupations du personnel des armées au plus près du terrain.

QUAND AVEZ-VOUS PRIS VOS NOUVELLES FONCTIONS ET QUEL EST VOTRE RÔLE ?

J'ai rejoint le CSFM le 1^{er} septembre 2021, après avoir quitté le commandement du GSPI lors de la réorganisation de ses missions. C'est un peu un retour aux sources puisque, pendant trois ans, de 2016 à 2019, j'ai animé en tant que secrétaire général du CFM SCA les travaux de concertation





du corps des 1800 commissaires des armées et des 200 aumôniers militaires. Désormais élu du CSFM et avec mes camarades des armées, j'ai pour mission d'assurer la prise en compte par les autorités civiles et les chefs militaires des mesures favorables à l'amélioration des conditions de vie et de travail, ainsi que les évolutions statutaires propres aux différents corps de militaires. Ma formation et mes fonctions en tant que commissaire me donnent une sensibilité particulière pour toutes les questions relatives au soutien commun et à l'administration générale et pour les personnels qui en sont chargées.

QUEL BILAN APRÈS CES SIX MOIS ?

Depuis la reprise des travaux du CSFM, dont je rappelle que les membres ont été majoritairement renouvelés depuis le 1^{er} août 2021, nous avons bénéficié d'un temps de formation et de mise à niveau sur les principaux sujets d'actualité depuis la 106^{ème} session en juin 2021. Par ailleurs, dans le cadre du vote annuel du projet de loi de finances (PLF), la commission de la défense de l'Assemblée Nationale et le rapporteur du budget des armées ont souhaité auditionner les membres du CSFM sur les implications du PLF 2022 et la mise en œuvre de la LPM à hauteur d'homme dans le quotidien des militaires et de leurs familles. Enfin, la poursuite des travaux relatifs à la NPRM¹ ont fait l'objet d'une attention particulière des membres du CSFM pour les modalités de mise en œuvre du volet 2022 (PERF, PCRM, ISAO).

« Être un maillon de la chaîne de concertation contribue à maintenir la cohésion et la solidarité propres à l'état de militaire, tout au long de la carrière et même au-delà »

À QUOI RESSEMBLE UNE JOURNÉE TYPE AU CSFM ?

Les membres du CSFM ont le devoir de s'informer et d'affiner leur compréhension des enjeux et des réformes en cours, sur l'ensemble des sujets ayant une incidence sur la condition militaire. Cela recouvre l'étude de nombreux textes de loi de la fonction publique ou propres au statut des militaires, ainsi que l'évaluation des conséquences des dispositifs réglementaires et en organisation envisagés

par les échelons centraux. Par ailleurs, un membre du CSFM est aussi membre de son CFM d'armée ou de service interarmées (SIA) et participe aux travaux de ces instances. Il est aussi appelé à rencontrer les militaires sur leur lieu de travail ou lors de rencontres organisées dans le cadre de la concertation élargie (séminaire des présidents de catégories, visites croisées de formations, réunions de groupes de travail, participation à des instances d'action sociales et de représentativité des militaires...).

QU'EN EST-IL DU POSITIONNEMENT DU SCA ?

Le Commissariat des armées est un acteur majeur de la mise en œuvre des missions de soutien de l'Homme et d'administration générale des armées. À ce titre, il conduit de nombreux chantiers contribuant au plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie (wifi, carte famille SNCF, PFMD, ATLAS, e-habillage, PCD, etc.). Les efforts importants consentis ces dernières années dans la chaîne des soutiens communs, et ce pour moderniser l'offre de service dans les groupements de soutien et dans les centres interarmées du soutien (CIS), sont aujourd'hui largement reconnus et appréciés. Malgré de fortes tensions RH sur les personnels militaires et civils qui ont conduit ces réformes, le SCA a été au rendez-vous des besoins des militaires en opération comme dans la vie en garnison. Le Commissariat des armées a largement contribué à la modernisation des moyens dévolus au soutien de l'Homme. C'est une source de fierté et une mission exigeante au sein des armées.

« En tant que membre du CSFM issu du CFM SCA, je m'attache à porter la voix des commissaires, des aumôniers et de l'ensemble du personnel travaillant dans les organismes de soutien du Commissariat des armées »

VOS MISSIONS SONT-ELLES VOUÉES À ÉVOLUER ?

La concertation militaire a pris une dimension nouvelle avec la « professionnalisation » des membres du CSFM. Elle permet aux armées de s'adapter régulièrement aux contraintes d'organisation et aux attentes du personnel, dans un dialogue fluide et confiant.

Les réformes successives auxquelles ont dû faire face les militaires depuis plus de 20 ans n'ont pu être conduites qu'avec une adhésion et une discipline dont la contrepartie est la prise en compte par le commandement, à tous les niveaux, des évolutions de la condition militaire.

Article R4124-1 du code de la défense

Le Conseil supérieur de la fonction militaire est l'instance nationale de consultation et de concertation de l'ensemble des militaires des forces armées et formations rattachées.

Il exprime son avis sur les questions à caractère général relatives à la condition militaire dont il est saisi par le ministre de la défense ou qui sont inscrites à l'ordre du jour d'une session sur proposition de ses membres, et qui concernent les aspects statutaires, économiques, sociaux et culturels susceptibles d'avoir une influence sur l'attractivité de la profession et des parcours professionnels, le moral et les conditions de vie des militaires et de leurs ayants droit, la situation et l'environnement professionnels des militaires, le soutien aux malades, aux blessés et aux familles, ainsi que les conditions de départ des forces armées et formations rattachées et d'emploi après l'exercice du métier militaire.

¹ NPRM : nouvelle politique de rémunération des militaires

ENTRETIEN AVEC MICHÈLE (ATTACHÉE D'ADMINISTRATION HORS CLASSE)

CONSEILLÈRE SOCIALE DU DIRECTEUR CENTRAL DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

S'en remettre à Internet pour comprendre ce qu'est un(e) « conseiller(e) social(e) » est un pari risqué. En effet, la confusion avec un(e) « assistant(e) social(e) » est vite arrivée. Rapidement, nous comprenons que nous faisons fausse route pour notre article et qu'un poste si stratégique au niveau de la direction centrale nécessite des explications en face-à-face, claires et contextualisées. Le rendez-vous est donc pris avec Michèle pour mieux saisir les missions de cette touche-à-tout, aussi brillante qu'accessible, qui a pris son poste au début de l'été.

Dès le début de notre échange, Michèle pose le débat avec pédagogie. De prime abord, le poste de « conseillère dialogue social du directeur central du SCA », pour être précis, implique une certaine proximité avec ce dernier, qui s'entoure d'experts spécialisés dans des domaines fondamentaux du Service : communication, concertation militaire... Justement. Le dialogue social, qui concerne les personnels civils, est à distinguer de la concertation, qui est son pendant pour la population militaire.

Si les missions de Michèle sont indéniablement liées à l'humain, elles couvrent néanmoins des spectres et des niveaux différents de ceux des assistants sociaux, dans leur appellation commune. En particulier, les relations avec les organisations syndicales (OS) et la mesure de l'ambiance sociale des organismes.

L'objectif est donc triple : organiser le dialogue social formel et informel, veiller au maintien d'un climat serein au sein des entités du Service, mais aussi assurer une connexion permanente entre « la réalité du terrain » et l'échelon central. « C'est une fonction assez subtile. Il faut être au fait de tout, rester très vigilant et agir avec discernement car certains sujets, qui paraissent parfois mineurs au premier regard, peuvent avoir d'importants impacts indirects. »

ORGANISER LE DIALOGUE SOCIAL FORMEL ET INFORMEL

Le dialogue social formel consiste en l'organisation des comités techniques de réseau (CTR), qui ont lieu au moins deux fois par an. Ils permettent d'échanger avec les représentants des personnels et les partenaires sociaux de tout ce qui concerne l'évolution



de l'organisation et du fonctionnement du Service.

« Ça touche tout ce qui peut avoir un impact sur le personnel civil : les transformations, les méthodes de travail, les aspects statutaires, etc. Ces instances permettent d'ouvrir une discussion entre les représentants syndicaux, élus, et les représentants de l'administration¹. En amont, des bilatérales plus informelles sont organisées pour préparer les comités et permettre de concentrer le CTR sur les sujets majeurs ». Des bilatérales sont également mises en place avec les OS non élues pour leur transmettre de l'information et les écouter.

« Le gros défi de l'organisation du dialogue social, c'est de réussir à instaurer une relation de confiance avec les OS pour qu'elles échangent librement avec moi. Ma mission est aussi d'informer et de conseiller le directeur central dans ce cadre-là ».

Cette mission première d'organisation du dialogue social implique aussi d'appuyer tous les chefs d'organisme en la matière. « Au quotidien, ils [ndlr. les chefs d'organisme] me sollicitent aussi bien pour me poser des questions sur la réglementation, que pour me demander mon avis sur des demandes des représentants des personnels, pour appeler mon attention sur un point précis ou faire remonter une information au niveau central ».

MESURER L'AMBIANCE SOCIALE DES ORGANISMES

Michèle est également en charge du suivi des indicateurs de l'ambiance sociale des organismes. Pour cela, elle exploite les données qui sont remontées

par l'outil ODéSCA², puis elle les présente au directeur central et au directeur central adjoint : « Les informations transmises sont considérées à la lumière des éléments de contexte associés. Je recoupe aussi les biais d'information pour compléter et consolider mes comptes rendus : chef d'organisme, bureau pilotage, chargés de prévention et OS pour les points sur lesquels elles interviennent. Les difficultés sont prises en compte dans les orientations ou les plans d'action, les difficultés plus spécifiques sont traitées avec les bureaux concernés de la direction centrale. L'objectif est bien d'apaiser les tensions éventuelles et, parfois, il suffit d'informer les bons interlocuteurs pour qu'ils soient vigilants sur tel ou tel point et puissent déclencher une action ciblée et adaptée ».

En parallèle du suivi des indicateurs, le marché passé avec « Pros-Consulte » permet d'accompagner les agents, voire les structures, à travers des groupes de travail ou des médiations organisées. Une plate-forme avec des psychologues est également mise à disposition. Il s'agit d'une simple écoute et l'appel est anonyme. « En cas de RPS (risque psychosocial) soupçonné, la chaîne prévention prend les mesures préventives nécessaires (plan d'action, etc.). En revanche, si le cas de RPS est avéré, nous intervenons avec le chef d'organisme et les services concernés (BRHPC³, ICA notamment) pour aider la personne, au besoin grâce aux outils mis à disposition par ce marché ».

Nous comprenons vite que le poste de Michèle implique d'interagir avec un grand nombre d'interlocuteurs. Tant des intervenants en matière de dialogue social (prévention, médecins, etc.) que des points de contacts internes au SCA (RH, prévention, DIVEX, ICA, conseillers militaires, différentes sous-direction+s, etc.), mais aussi externes, notamment les inspections (notamment IPCD⁴), les bureaux dialogue social de l'EMA et de la DRH-MD, et les acteurs médico-sociaux.

Justement, Michèle est une touche-à-tout parfaitement intégrée dans le SCA grâce à un parcours complet dans le soutien. Elle coche toutes les cases : juriste, acheteuse à la DGA, soutien de proximité au SPAC puis en GS... C'est d'ailleurs forte de ces expériences qu'elle nous

livre : « Le positionnement ici est enrichissant intellectuellement et je peux désormais assurer que toutes les informations qui remontent du niveau local sont exploitées et traitées. Il y a véritablement des actions derrière et c'est agréable de voir ça. J'ai constaté une ambiance très dynamique, impliquée et studieuse. Ce foisonnement me motive énormément. Tout le monde participe... Et pourtant le périmètre du SCA est conséquent tant au niveau géographique qu'en effectifs. Les autorités ne restent pas cloisonnées dans leurs domaines. Elles échangent constamment et il y a beaucoup d'humanité. Elles portent une attention très forte aux organismes et ont une connaissance très poussée de ce qui se passe en local. C'est un mode de fonctionnement très transverse, à l'image du Service ». Justement, en parlant d'humanité et de transversalité, Michèle nous demande de glisser dans notre article ses remerciements à Alice, affectée sur ce poste il y a quelques années, qui l'a particulièrement bien accueillie, préparée à sa prise de fonction et qui continue de lui apporter régulièrement ses conseils avisés en la matière...

Et lorsqu'on lui demande de conclure, elle nous confie avec plaisir : « Je trouve mes fonctions actuelles très honorifiques et mon positionnement me permet d'appréhender toute la montée en puissance du SCA ». En attendant, son plus gros challenge pour l'année qui arrive sera l'organisation des premières élections professionnelles dématérialisées fin 2022, mais aussi la transformation des CTR⁵.

¹ Représentants syndicaux des 4 OS élues : FO, CFDT, UNSA et CGT

² ODéSCA : Outil Décisionnel du Service du Commissariat des Armées

³ BRHPC : bureau RH/personnel civil

⁴ IPCD : inspecteur du personnel civil de la défense

⁵ Les CTR sont amenés à devenir des comités sociaux de l'administration (CSA) et regrouper les comités techniques, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)



ARRÊT SUR IMAGE



Traditionnellement, cette rubrique, baptisée au singulier, met à l'honneur une image. Mais cette fois-ci, comme en gourmandise, impossible de choisir ! Tant la réalisation du chef Guillaume (GSBdD Poitiers Saint-Maixent) est incroyable...

Pour fêter le 20^{ème} numéro du magazine SOUTENIR, dont la première édition date de mars 2017, quoi de mieux qu'un gâteau d'anniversaire aux couleurs du Commissariat des armées ?

Rhum, vanille bourbon et pâte à sucre... De quoi vous mettre l'eau à la bouche et enchaîner sur un bon goûter après avoir refermé ce numéro !

DAGUET

L'opération qui a transformé l'armée

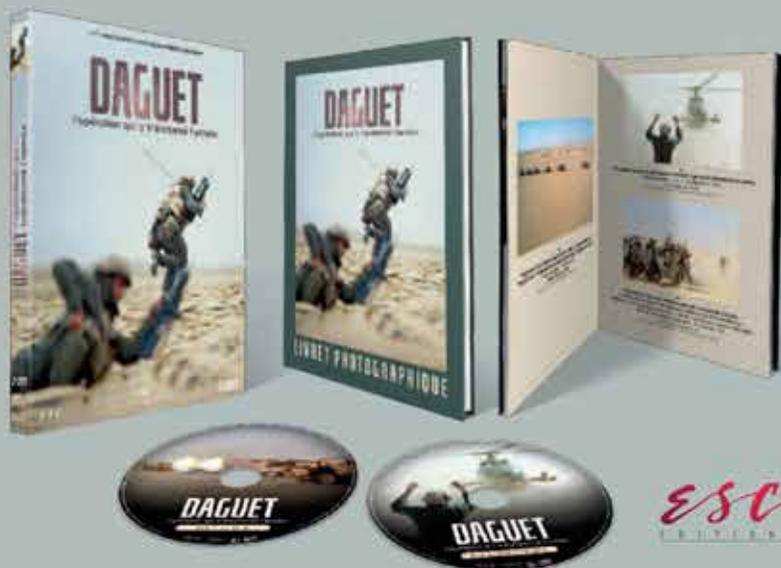
Le film, comme le livre, sont une puissante, émouvante aussi, expression des réalités des opérations militaires. Ils nous font accéder aux approches stratégiques, si complexes, de cette guerre, aux réflexions et décisions des chefs militaires et tout autant à la longue et rude phase d'entraînement de nos forces avant l'offensive. Nous ressentons les attentes de nos soldats, leurs espérances, leurs souffrances et celles de leurs familles mais aussi leur force confiante et leur courage. Nous vivons par ces images les vicissitudes des combats, les douleurs de nos pertes et les félicités de la victoire. Ces œuvres sont une composante puissante de notre patrimoine.

Général Bernard JANVIER

Ce magnifique document replonge en quelques secondes l'ancien acteur au milieu de ses préoccupations du moment. Il ne manque plus que le sable. Les « acteurs » filmés sont saisissants de naturel et tels que je les ai connus et pratiqués. Ce document marquera à jamais notre trentième anniversaire.

Général Yves DERVILLE

DVD 1 : Le film (73') et des séquences inédites
DVD 2 : 18 témoignages inédits
Livret photo de 16 pages
Double DVD collector – 19,99 € – Coédition ESC-ECPAD

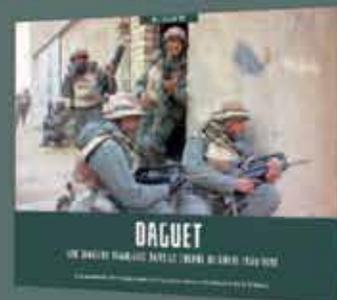


ÉGALEMENT DISPONIBLE

DAGUET

Une division française
dans la guerre du Golfe 1990-1991

Format 28 x 23,5 cm à l'italienne,
sous étui de protection
224 pages - 187 photographies – 20 €



BON DE COMMANDE

À renvoyer ou à recopier sur papier libre, accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de l'Agent comptable de l'ECPAD).
ECPAD - A/C - 2 à 8, route du Fort - 94200 Ivry-sur-Seine Cedex Tél. : 01 49 60 59 88 – boutique@imagesdefense.gouv.fr
Merci d'indiquer vos coordonnées en **CAPITALES**.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Tél. _____

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	frais d'expédition TTC	Montant TTC
LIVRE Daguet. Une division...	20 €		0,01 €	
DVD Daguet. L'opération...	19,99 €		Offerts	
Total à payer				

Je souhaite être informé(e) des dernières sorties et des promotions de la boutique ECPAD.

Oui Non

E-mail _____

L'ECPAD collecte vos données personnelles pour traiter votre commande ainsi que, selon votre choix, pour l'envoi d'informations sur les produits et services de l'ECPAD. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données et de vos droits, consultez le site internet de l'ECPAD : <http://imagesdefense.gouv.fr/conditions-generales-de-vente>.

STN04 • Validité : 2022

ImagesDéfense Nos images sont votre histoire



NOUVEAU

Les archives audiovisuelles
du ministère des Armées en ligne sur
imagesdefense.gouv.fr